

# solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 35 (1149) 11 septembre 1996, 26<sup>ème</sup> année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

10 – 11

## Quelle mafia, ces dirigeants PS !

Cools



"Parrain" du PS-Liège, ami du fraudeur VDB, collecteur de pots-de-vin

Van der biest



Accusé d'assassinat sur la personne de Cools

Mathot



Accusé de corruption (Agusta). Echappa tout juste à plusieurs procès.

Spitaels



Accusé de corruption dans le scandale Agusta

Coëme



Accusé de corruption dans les scandales Agusta et Inusop

Close



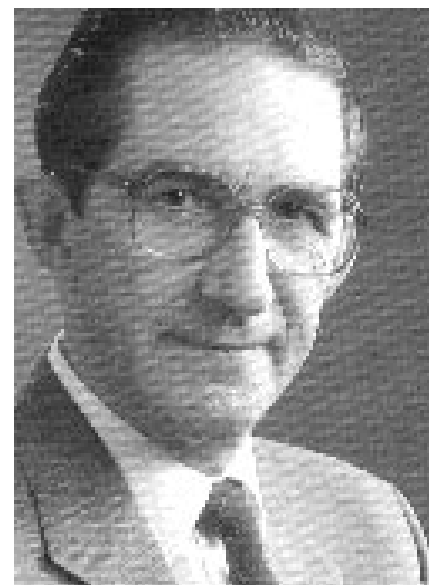
Condamné pour corruption comme bourgmestre de Liège

Van cau



«J'ai un dossier sur Van Cau. Si on m'emmerde...» (André Cools, juin 91)

Claes



Accusé de corruption dans le scandale Agusta



Maintenir la pression pour empêcher que l'enquête ne finisse aux oubliettes.

## Opération "oubliettes"

Erik Vanobbergen, Herwig Lerouge

Petit à petit, le silence se fait sur le rôle de la gendarmerie dans l'enquête. L'opération "oubliettes" a démarré. La gendarmerie pourra à nouveau vaquer à ses occupations habituelles : la répression des mouvements populaires.

La pression populaire doit se maintenir pour empêcher que l'enquête sur Dutroux connaisse le même sort que celle sur les tueurs du Brabant Wallon. Les parents ne désarment pas.

# «On peut même acheter une vie d'enfant»

La mère de Ken dénonce l'indifférence de la Justice et de la police

Kim (11 ans) et Ken (8 ans) Heyrman ont disparu le 4 janvier 1994 près du Palais des Sports à Anvers. Le corps de la petite Kim a été repêché dans le port, le 11 février 1995. De son petit frère Ken, pas de trace jusqu'à ce jour. Tinnie Mast, la mère des deux enfants, nous en fait le récit.

**Tinnie.** Nous traversons des jours très difficiles. Je me sens triste et abandonnée par tout le monde. Nous avons dû tout faire nous-mêmes, à commencer par le démarrage de l'enquête. D'abord, la police ne voulait pas accepter la thèse de l'enlèvement. Ils affirmaient qu'il s'agissait sans doute d'une fugue et que les enfants réapparaîtraient à l'école le lundi suivant. Ce n'est qu'après dix jours que les recherches ont commencé. Nous avons imprimé et diffusé nous-mêmes des affiches avec l'aide de la famille et du comité de quartier de Borgerhout. Vu notre situation financière modeste, tout le nécessaire n'a pas été fait. Il n'y a qu'à voir comment on a réagi lors de la disparition d'Anthony De Clerck. Alors que, pour nos enfants, les gendarmes n'ont rien fait. Qu'ont-ils entrepris pour la fillette marocaine enlevée à Ixelles, si ce n'est insulter et accuser les parents ? Ou pour Lyam de Malines ? Personne ne parle de ces disparitions. La police judiciaire a déclaré à ma mère que j'étais "une marginale". Leur mépris pour les gens du peuple est manifeste.

**Tu es très amère à propos du**



Kim, 11 ans, enlevée le 4 janvier 1994, retrouvée morte le 11 février 1995.

**comportement des forces de police.**

**Tinnie.** C'était très pénible, la manière dont ils m'ont traitée. Au début, la police me considérait même comme coupable. Ils m'ont menacée : «Si vous ne collaborez pas mieux, nous vous enverrons aux affaires criminelles. Là, ils s'y prendront autrement !» L'incompréhension est totale dans les services de police. Au vu de ma réaction lorsqu'ils m'ont montré un vêtement retrouvé de Ken, ils m'ont dit que je n'avais pas à réagir de manière "hystérique", que je ne devais pas "exagérer" ! Pendant



Ken, 8 ans, enlevé le 4 janvier 1994. Jamais retrouvé.

deux ans, le juge d'instruction Grégoire a refusé de me recevoir ! L'arrivée d'un nouveau juge d'instruction a changé les choses. Mais, de toute manière, les parents n'ont pas accès au dossier. Je m'indigne aussi des "fuites" organisées par la police dans la presse. J'ai été scandalisée en voyant comment la RTBF a filmé en exclusivité au téléobjectif l'exhumation des corps d'An et Eefje. Cela leur a certainement rapporté beaucoup de fric.

**Les autorités publiques ne vous ont accordé aucune aide finan-**

**cière ?**

**Tinnie.** Pas un franc. Bien au contraire. En février 1994, on nous a déjà retiré les allocations familiales. «Vos enfants ne sont plus élevés dans la famille», m'a-t-on dit à la caisse d'allocations familiales. Au total, nous avons dépensé environ un demi-million. Je suis toujours occupée à rembourser.

Je suis actuellement en incapacité de travail. J'ai essayé de reprendre mon emploi, mais je n'ai pas pu tenir longtemps. Mais le médecin de contrôle de la mutuelle a même contesté mon incapacité de tra-

vail ! Enfin, le 17 septembre, on m'a versé à nouveau l'allocation familiale.

**Que devons-nous faire ?**

**Tinnie.** Il faut continuer à attirer l'attention sur les disparitions d'enfants. Sinon, on les étouffera à nouveau. A partir d'octobre, nous allons à nouveau diffuser des affiches de Ken. Il faut agir pour les droits de l'enfant. Apprendre aux enfants à se défendre. Ils doivent savoir dans quelle société nous vivons, où tout est basé sur l'argent. On peut même acheter une vie d'enfant. Les pouvoirs publics doivent libérer des fonds pour soutenir les enquêtes : pour des affiches, des spots télévisés. Et il faut adapter les lois, entre autres celles relatives à l'accès au dossier.

**Manuel,** le père adoptif de Kim et Ken, aujourd'hui séparé de Tinnie, ajoute : «La police et la Justice m'ont toujours considéré comme suspect. Ils continuent à surveiller mes allées et venues, au lieu de nous aider. Nous devons payer nous-mêmes les aides professionnelles. Où faut-il trouver l'argent ? Je noue les bouts avec l'aide du CPAS. En septembre 1994, le médecin conseil de la mutuelle a rayé mon allocation de maladie, contre l'avis de mon psychiatre.»

**Tinnie continue le combat. Le dimanche 15 septembre à 14 heures, elle prendra la parole à la 17ème fête de Médecine pour le peuple à Hoboken (Oudestraat, 34).**

## Charleroi : pourquoi les gendarmes veulent interdire la solidarité

André travaille au four à coke de Cockerill Sambre. Dès que le PTB a lancé sa campagne de soutien aux parents de Julie et Mélissa, il s'y est associé.

**André.** Je trouve important de diffuser les cartes pour soutenir les parents. Mais aussi pour que l'enquête aille jusqu'au bout et qu'on ne la mette pas au placard comme on l'a fait pour les tueurs du

Brabant. J'ai donné des cartes à mon frère qui habite Farciennes. Il en a vendu à sa voisine. La fille de celle-ci a porté plainte. Les gendarmes sont venus chez lui et ils ont confisqué l'argent et les cartes. Ils lui ont demandé où ils les avaient obtenues. Deux gendarmes se sont présentés chez moi jeudi dernier : «C'est vous qui avez donné les cartes à votre frère ? Vous n'avez

pas vu la télé. Toute vente est interdite. Il faut une autorisation de la commune.» — Si, j'ai vu aussi le démenti du PTB. Je leur montre le tract du PTB qui explique que ce sont des mensonges. «Oui, c'est de la propagande. La politique n'a rien à voir avec ça. Le papier parle de la Kredietbank, qu'est-ce que ça vient foutre là-dedans ?» J'ai répliqué : «Vous pensez sans doute que les

autres partis ne s'en occupent pas.» Ils ont voulu que je signe un papier reconnaissant que j'avais eu les cartes du PTB. J'ai refusé. Une demi-heure plus tard, ils étaient de retour, plus sûrs d'eux : «On en a parlé à notre chef. C'est arrangé. Tu nous donnes le matériel et tu es tranquille.» J'ai répondu : «Confisqué ? Pas question. Il vous faut un mandat.» «OK, tu es majeur. Tu sais

ce que tu fais. Si ce soir tu te retrouves en prison, tu sauras pourquoi.» Je ne les ai plus vus. Ce qui prouve qu'ils font de l'intimidation, mais qu'ils ne peuvent rien interdire. J'en ai parlé à l'usine le lendemain. On était tous d'accord. La gendarmerie a peur que les gens forcent la justice à découvrir la vérité. Cela pourrait aller jusqu'au gouvernement.





Ward Coenegrachts, étudiant à Louvain-la-neuve : «Parce que j'ai participé aux manifestations d'étudiants, la gendarmerie tente de me faire passer pour un criminel.»

## Pour ça, la gendarmerie a le temps !

### Espionnage et intimidation contre un étudiant

«La gendarmerie a trop peu de moyens». Voilà comment le ministre de la Justice De Clerck a justifié les carences de l'enquête sur les disparitions d'enfants et les réseaux de pédophilie. Mais c'est faux, il ne s'agit pas d'un manque de moyens ou de temps. La gendarmerie limbourgeoise a pris largement le temps d'aller enquêter en uniforme dans un petit village du Limbourg. A la recherche du passé d'un étudiant, Ward Coenegrachts...

**Ward.** Le 2 septembre, la gendarmerie est venue chez moi, à Montenaken, petite commune limbourgeoise près de Saint-Trond. Comme je n'étais pas là, ils en ont profité pour interroger mes parents : mon caractère, si j'avais une petite amie, qui étaient mes amis, comment j'étais dans mon enfance, pourquoi je refusais de collaborer avec la gendarmerie... Ce n'était qu'un début. Ils avaient déjà des dizaines de déclarations arrachées aux villageois : qui étaient mes camarades étant gosse, où j'étais allé à l'école, avec qui j'avais joué dans la fanfare... Rien n'échappait à leurs investigations. Ils avaient même noté que ma mère était active dans la paroisse et que ma soeur était mariée depuis longtemps et s'occupait d'une maison médicale à Torhout. Toute la famille fichée !

**Comment ont réagi tes parents ?**  
**Ward.** Dans un petit village de

trois mille habitants, cela a fait du chambard, surtout en cette période d'affaire Dutroux. Un gendarme se renseigne sur quelqu'un qu'on n'a pas vu depuis six ans parce qu'il est à l'université. Même si on le considère comme un ami, honnête, bien connu, on commence à se poser des questions, non ?

De plus, mes parents appartiennent à la classe moyenne et fréquentent chaque jour les autres villageois. Ils me disent de ne pas me tracasser, qu'on ne peut rien me faire, mais je sens qu'ils sont profondément bouleversés.

**Tu as peut-être quelque chose à voir avec l'affaire Dutroux ?**

**Ward.** Rien du tout ! Le 28 mars, j'ai participé avec un groupe d'étudiants de Louvain-la-Neuve à une manifestation contre les mesures d'austérité dans l'enseignement, à Liège. A la fin, quand tout le monde a voulu prendre le train, j'ai été arrêté sans aucune raison. Pendant vingt heures, on m'a détenu et même placé la nuit dans une cellule d'isolement. Avant de me relâcher, on m'a dit que j'aurais à comparaître.

La gendarmerie sait bien qu'elle n'a rien contre moi. Elle voulait profiter de cette manifestation pour arrêter, coûte que coûte, les dirigeants du mouvement étudiant. D'abord, elle a laissé faire les jeunes face au siège du Parti socialiste (PS). Quelques cartons ont volé en éclat pendant

que des gendarmes en civil filmaient et photographiaient le tout. Or, j'avais prévu d'écrire un article et me suis abstenu de toute action. Après la manifestation, ils ont arrêté environ septante jeunes. Photos et vidéos ont été exploitées à fond. Sur les six ou sept détenus toute la nuit, j'étais le seul à n'être confronté à aucune photo. De plus, j'avais refusé toute déclaration. Alors, ils m'ont accusé de "résistance lors de l'arrestation" !

**C'était la première fois que la gendarmerie se manifestait à nouveau depuis ton arrestation ?**

**Ward.** Non. Il y a des mois, ils sont venus avec une "transaction" afin d'étouffer l'affaire. Ils me demandaient de payer une amende de six mille francs. Six mille francs pour rester vingt heures sans raison dans une cellule glaciale ! J'ai refusé par écrit. Maintenant, ils essaient de construire un dossier sur base de ma jeunesse et de ma vie privée. De cette façon, ils espèrent m'intimider et me faire passer pour un criminel dans mon entourage.

Pour moi, une chose est claire : pour photographier des manifestants, les filmer, les briser, la gendarmerie dispose de moyens inépuisables. Pour cela, ils ne manquent jamais de forces. Si on avait employé ces moyens pour Julie et Mélissa, pour An et Eefje, elles seraient encore en vie !

## Ce que cache la gendarmerie depuis 1993

**1993.** Un informateur signale à la BSR de Charleroi que Dutroux fait des travaux dans les caves d'une de ses maisons pour y loger des enfants en attente d'être expédiés à l'étranger. La BSR interroge Dutroux qui déclare «qu'il aménage ses caves». Dans un rapport destiné aux supérieurs hiérarchiques, la BSR de Charleroi communique aussi la liste des six maisons de Dutroux et signale «qu'il a fait un long séjour en prison suite à une condamnation pour des viols sur des enfants qu'il enlevait avec son épouse» (1).

**24 juin 1995.** Enlèvement de Julie et Mélissa.

**7 juillet 1995** (au plus tard). La BSR de Charleroi transmet ses informations au Bureau Central de Recherches (BCR).

La gendarmerie lance «l'opération Othello», enquête sur la disparition de Julie et Mélissa, parallèle à celle de la juge d'instruction liégeoise Mme Doutrewe, en charge du dossier.

**août 1995.** La BSR de Charleroi apprend que Dutroux a contacté fin 1994 une tierce personne en lui proposant de participer à des rapt d'enfants. Le prix proposé par enfant varie entre 100.000 et 150.000 F.

**été 1995.** La BSR de Grâce-Hollogne, chargée du dossier Julie et Mélissa, reçoit les rapports très précis sur Dutroux et les rapt d'enfants. La BSR de Grâce-Hollogne ne les transmet pas à la juge d'instruction en charge du dossier.

Celle-ci affirme dans une lettre au ministre de la Justice n'avoir été informée que verbalement d'une infime partie de ces informations. Elle dit que lors d'une réunion d'évaluation des enquêteurs, la gendarmerie lui a dit que la piste de Dutroux ne menait à rien.

La gendarmerie affirme avoir transmis en été 1995 trois rapports à la section jeunesse du parquet de Charleroi et un rapport de synthèse de dix pages le 29 novembre 1995. Soit. Mais une faute éventuelle de cette section n'explique pas pourquoi les gendarmes de la cellule d'enquête de Liège, mis au courant de toutes les informations par leurs collègues de Charleroi n'ont pas alerté la juge d'instruction. Etait-ce un ordre ?

**août 1995.** La BSR de Charleroi «visite la maison de Dutroux», mais n'y trouve rien de suspect. Aucun moyen adapté à la recherche de personnes n'est

utilisé.

**22 août 1995.** Enlèvement d'An et Eefje.

**24 août 1995.** Le BCR envoie à toutes les brigades de gendarmerie un avis de recherche sur Dutroux. Il parle seulement de «faits commis sur des mineurs et des vols» et porte la mention "non urgent". Il ne comporte rien sur la condamnation à treize ans de prison pour viols de mineures et séquestrations.

**août 1995 - août 1996.** Le procureur de Bruges Berkvens, chargé du dossier An et Eefje, affirme n'avoir jamais reçu d'informations sur Marc Dutroux, ni sur ses plans pour enlever des enfants.

**Novembre 1995.** La police de Charleroi libère trois jeunes, impliqués dans le vol d'un camion et séquestrés par Dutroux et Weinstein.

**Décembre 1995.** Perquisition chez Dutroux dans le cadre d'une affaire de voitures volées. Les gendarmes entendent des plaintes d'enfants. Ils se contentent des explications de Dutroux disant que ce sont ses enfants qui jouent dehors. Les voitures stationnées à Sars-la-Buissière ne sont pas contrôlées (selon le député PSC Viseur).

**Décembre 1995.** Dutroux est arrêté dans le cadre de l'affaire de vol de voitures et de séquestration. La nouvelle arrestation n'est pas signalée au procureur général de Mons, ni au ministre de la Justice, alors que la loi l'impose.

**Mars 1996.** Dutroux est libéré pour raisons humanitaires (accouchement de sa compagne). Le parquet de Charleroi ne s'oppose pas à cette libération.

**25 août 1996.** Arrestation de l'inspecteur Zicot de la police judiciaire (PJ) de Charleroi par l'escadron spécial d'intervention de la gendarmerie, l'ancienne brigade Dyane. Zicot aurait protégé Dutroux. La PJ de Charleroi et les défenseurs de Zicot affirment que ces rumeurs ne proviennent pas de Neufchâteau mais de la gendarmerie, qui voudrait détourner l'attention de ses négligences criminelles sur la PJ. Son but : discréditer la PJ et se voir confier toutes les affaires de grande criminalité.

1. La Dernière Heure, 21.8.96.

## Ansciaux et Dohogne : «L'argent est mieux protégé que nos enfants !»

Les présidents des organisations syndicales de l'enseignement sont très préoccupés par les enlèvements d'enfants.

**Jean-Marie Ansciaux**, président de la CGSP-enseignement, explique (voir p.8) : «Des choix sont faits dans notre société. D'une part, on gère mal une enquête, une recherche de gosses enlevés. C'est plus facile de parler de fugue !

D'autre part, on parvient à mobiliser des centaines, si pas des milliers de membres des forces de l'ordre pour encadrer des manifestants, qui ont tout sauf un caractère violent, à Liège, à Bruxelles et ailleurs.

L'argent, toujours l'argent ! L'argent est beaucoup mieux protégé que nos enfants. Et il n'y a pas d'argent pour les enfants des

travailleurs !»

### 2.000 enfants sans-papiers à Bruxelles

**Régis Dohogne**, président de la Fédération des Instituteurs Chrétiens (FIC), s'inquiète de la situation des enfants de clandestins (voir p.9) : «On estime qu'il y

en aurait environ 2.000 sur le territoire de Bruxelles. Ce sont des proies rêvées pour le type de trafiquant de chair humaine que nous avons découvert cet été. Proies rêvées parce qu'ils offrent les mêmes réalités matérielles pour les pédophiles et qu'en même temps les risques sont quasiment insignifiants : qui irait se plaindre de la disparition d'un enfant qui

administrativement n'existe pas. Maintenir ces enfants à la rue, dans une situation de précarité, de vulnérabilité vis-à-vis de tous ces trafiquants de chair humaine, est tout à fait indécent. Il y a une solution claire pour nous : ces enfants doivent être accueillis dans nos établissements scolaires comme des enfants à part entière parce que ce sont des êtres humains.»



## EDITORIAL

## Les araignées

Herwig Lerouge

«Si l'on avait immédiatement mis en oeuvre les moyens nécessaires comme le font aujourd'hui Bourlet et Connerotte, cet enterrement (d'An et Eefje) n'aurait pas eu lieu. C'est pourquoi nous n'avons pas voulu que les autorités prennent place au premier rang. Nous vérifierons si elles tiennent leurs promesses. Cela ne sera possible qu'avec l'aide de toute la population.» Paul Marchal, le père d'An, veut continuer à lutter. Car ceux qui ont «aidé les araignées à tisser leur toile, sont encore en liberté pour nous contaminer», a-t-il dit. Il rejoint ce que Gino Russo appelle "le deuxième combat".

Les parents exigent qu'on aille au bout de l'enquête. D'abord pour retrouver les enfants disparus. Ils exigent que toute la lumière soit faite et que les clients et les organisateurs des réseaux soient condamnés, que les négligences criminelles dans l'enquête et les protections des malfaiteurs soient mise à jour et les responsables punis. Les parents des enfants disparus ont reçu le soutien de centaines de milliers de travailleurs. Aujourd'hui, les victimes du Brabant wallon s'associent à cette lutte. Ce mouvement sème la panique dans les plus hautes sphères du régime. *Le Monde* écrit que le pays est "au bord de la révolution". Lors d'un sondage de RTL, à peine 2 % des intervenants disaient avoir gardé leur confiance dans la Justice.

Le premier souci du gouvernement est d'arrêter ce mouvement populaire extrêmement profond qui exprime le manque de confiance dans la Justice de classe et la colère due à l'inertie de l'appareil policier.

Le roi tente des manoeuvres malhabiles pour redorer son blason terni. Tout à coup, il devient possible de mettre sous les verrous les auteurs du meurtre de Cools, connus depuis quatre ans. Des ministres promettent tout et tout de suite : tout sera élucidé, les parents et les victimes seront associés à l'enquête, les responsables des erreurs seront punis.

La bourgeoisie a compris qu'il devient urgent de nettoyer les écuries. Les figures les plus compromises seront mises sur la touche. Mais déjà Vandé Lanotte exige plus de pouvoir pour la gendarmerie dans les enquêtes judiciaires. Même Louis Michel note : «Le gouvernement et plus particulièrement les socialistes flamands, renforce sans cesse les pouvoirs de la gendarmerie. Il y a une véritable campagne de marketing orchestrée par la gendarmerie à tous les niveaux.» (1) Il est particulièrement choquant de voir les socialistes détourner le combat des parents au profit de la gendarmerie, responsable du sabotage de l'enquête. Au lieu de renforcer cette milice patronale, il faut au contraire consacrer les moyens dont elle dispose pour fichier, contrôler et réprimer le peuple à des mesures destinées à lutter réellement contre la grande criminalité.

(1) *Le Soir*, 7 septembre 1996

# Dutroux pourra-t-il dire tout ce qu'il sait ?

## Pour que les listes des clients soient rendues publiques

**Au fil des jours, Michel Nihoul devient le personnage central du réseau Dutroux. Cet escroc, informateur de la gendarmerie et de la police judiciaire, aurait participé à des enlèvements et serait l'homme d'affaires de la bande.**

Herwig Lerouge

Nihoul a bénéficié de protections solides. Des magistrats à Bruxelles n'ont pas hésité à violer la loi pour lui. Entre 74 et 89, il a été déclaré en faillite personnelle à cinq reprises, ce qui est légalement impossible. (1) Celui qui est déclaré en faillite personnelle ne peut plus remettre sur pied une affaire. Une plainte à ce sujet a été classée sans suite. Un curateur a signalé cette anomalie au Parquet de Bruxelles. Quelques jours plus tard, il reçut un coup de téléphone de la BSR lui conseillant de ne pas se mêler du dossier Nihoul. Ce dossier était lié à l'affaire Mendez, disait la BSR. Mendez est le directeur de la FN assassiné en 86, dont les armes étaient utilisées par la Bande du Brabant wallon (1).

### Dossier Pinon et Bande du Brabant wallon

Nihoul a rendu dans les années 70 des services à des hommes politiques du CEPIC, l'extrême droite du PSC, dont Paul Vanden Boeynants.

Dans le passé, on a cité ces milieux en rapport avec un dossier de débauche de mineures. L'épouse d'un certain Dr Pinon aurait participé en 1979 dans le Brabant wallon à des partouzes en présence de personnages importants. Selon Pinon, s'y trouvaient un juge de Nivelles, un ancien ministre de la Défense, un général de la gendarmerie, un important promoteur immobilier, un personnage se déplaçant dans une voiture avec une plaque attribuée à la Cour et d'autres dont une certaine Madame Dewit. Une mineure s'est suicidée par la suite. Quatre des personnes présentes à ces partouzes sont tombées sous les balles de la Bande du Brabant wallon. Une autre participante a confirmé ces déclarations à Jean-Claude Garot, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Pour* en 1981. Garot a reçu des menaces et quelques jours après, un commando d'extrême droite a mis le



«Si l'on avait immédiatement mis en oeuvre les moyens nécessaires, cet enterrement (d'An et Eefje) n'aurait pas eu lieu», a déclaré Paul Marchal. On le voit ici avec son épouse, à l'enterrement de Julie et Mélissa.

feu à l'imprimerie de *Pour*. Garot a transmis son dossier à la Police Judiciaire et on n'a plus entendu parler de l'affaire jusqu'au moment de la Commission d'enquête sur la Bande. Celle-ci a trouvé une demande de la BSR de Wavre qui voulait consulter un procès-verbal à propos de Charlie de Pauw, promoteur immobilier et ami de VDB. Dans ce PV, il est question d'une cassette vidéo enregistrée à la Hulpe contenant des images obscènes de personnages importants. De Pauw aurait payé 140 millions pour l'avoir. Selon une hypothèse de la police, le couple Fourez-Dewit aurait été en possession de la cassette et la Bande les aurait assassiné le 16 septembre 1983 pour s'en emparer. Les enquêteurs constatent que les documents et les

photos compromettantes en ont disparu "du dossier Pinon". Plus de trace de cassettes (2).

### Des grandes pointures

Ces documents ne seront pas les derniers à disparaître. Même les avocats de John Stamford, étaient étonnés en apprenant les peines légères prononcées en 1993 contre cet éditeur d'un catalogue permettant aux pédophiles de repérer leurs victimes dans les bars du Sud-Est asiatique. L'émission *Ter Zake* de la BRT a relié la clémence des juges avec l'existence de listes de clients en possession de Stamford. Ces listes disparaîtront aussi du dossier.

Une femme, victime d'un réseau de pédophilie entre ses six

et quinze ans a déclaré à RTL : «Il y avait beaucoup d'hommes importants, beaucoup d'argent, des mandataires politiques et judiciaires.» Marie-France Botte, qui lutte contre la prostitution enfantine ajoute : «L'enlèvement des fillettes, les violences sexuelles, la pornographie, le passage des frontières ne se gèrent pas en entreprise familiale. Pour qu'un réseau fonctionne, il faut des consommateurs d'enfants protégés. Il faut des soutiens financiers et politiques. Dans tous les réseaux existe une liste de clients...» (3) Elle accuse «les grandes pointures des milieux financiers avec leurs formidables réseaux de relations». Le pédophile sadique JL Ramaekers a été condamné aux travaux forcés à perpétuité pour des viols sur trois fillettes de moins de dix ans le 27 janvier 1995. Il a déclaré lors du procès qu'il a vendu des centaines de cassettes à un réseau dont «faisaient partie des officiers supérieurs, des diplomates et des hommes politiques». (4) Gino Russo a demandé qu'on protège bien Dutroux afin qu'il vomisse tout ce qu'il sait. Il faut découvrir et punir lourdement selon la gravité des actes commis, les responsables des réseaux, les organisateurs du trafic des enfants enlevés par Dutroux et les richards pervers et décadents en complet veston, en mal d'excitation, qui se paient à coups de millions des vidéos sadiques ou un enfant à violer. Ce sera possible si la population continue à faire pression. Il ne faut pas que le cri «à mort Dutroux» cache l'impuissance à toucher à ces gens-là.

1. De Morgen, 9 septembre 1996. 2. Hugo Gijssels, *De Bende en Co*, Kritak Leuven 1990, pp 127-139. 3. *La Dernière Heure*, 24 août 1996. 4. *De Standaard*, 26 août 1996.

### Des condamnations pas très catholiques

En 1990, le curé de la paroisse de Kinkempois à Liège est libéré après quelques mois de préventive. Il participait à Neuville-en-Candroz à des exhibitions d'enfants suivies de viols. Il reconnaît deux ou trois viols, mais ses victimes l'accusent de beaucoup plus de crimes. Il est condamné à trois ans avec sursis et repart libre à condition de séjourner cinq ans dans un monastère. Le 14 septembre 1994, Zénon D., sacristain, est condamné à 15 ans de prison pour le viol d'une fillette. Il est libéré quinze mois plus tard parce que notre roi a réduit sa peine à trois ans. On comprend que les parents de Julie et Mélissa ne

portent pas Albert Ier dans leur coeur. Le 7 juin 1996, le curé de Feschaux abuse d'une fillette et d'un garçon de douze ans dans le cadre d'une association d'accueil d'enfants catholiques d'Irlande du Nord. Il est condamné à deux ans avec sursis à condition de suivre une guidance et de ne plus fréquenter des enfants. En février 1996, Edwig Huybrechts, un gendarme, recrute des enfants dans les quartiers pauvres de Bruxelles. Les enfants sont violés sous les caméras des pédophiles. Le gendarme est relâché en attendant son procès.

(Sources : *Le Soir*, 19 août 1996)



## Privatiser davantage ?!

Pour trouver 100 milliards, Dehaene veut notamment vendre davantage d'actions détenues par l'État dans les sociétés publiques. Bavant déjà devant l'appât, *L'Écho* note que le gouvernement peut obtenir 40 milliards de « la cession partielle ou totale des 49,9 % restés publics dans le capital de la CGER-Banque et de la CGER-Assurances » (1). A l'époque, Willockx (SP) et Coëme (PS) avaient tenté de rassurer leur base en affirmant que la vente de la CGER était une « privatisation contrôlée », dans laquelle l'État maintenait solidement son pouvoir de décision. Aujourd'hui *L'Écho* écrit : « Les deux CGER sont déjà, dans les faits, contrôlés et dirigés par le groupe privé Fortis qui détient formellement 49,9 % du capital mais dispose d'une voix prépondérante à chaque niveau de pouvoir. »

## CGER : 14 % de rentabilité

Maurice Lippens, le patron de Fortis-AG, est aux anges. Les bénéfices de la CGER ont augmenté de 21 % durant le premier semestre 96, ce qui permet à la banque de réaliser une rentabilité de 14 % (alors que le taux du petit épargnant est de 2,5 %). On comprendra dès lors le souhait de Fortis d'« acquérir une tranche supplémentaire dans le capital des deux CGER. » (1). Dans un tel cas, PS et SP tenteront sans doute de faire croire à leurs militants que grâce au parti socialiste, l'État a pu conserver une minorité de blocage de 25 %. Mais... « ceci est aussi le souhait de Maurice Lippens qui préfère un actionnaire public à 25,1 % au lieu de petits porteurs remuants ». En échange, « le groupe Fortis aurait déjà donné des assurances au gouvernement qu'il maintiendrait Herman Verwilt (ex-chef de cabinet de Willy Claes) comme patron de la CGER-Banque. La position de Christian Basecq, patron de la CGER-Assurances (et ancien chef de cabinet de Philippe Moureaux) par contre est moins sûre. » (KM)

1. *L'Écho*, 24 août 1996.



Militants FGTB et CSC du Comité 532 à un pique-nique de protestation devant Val Duchesse (3 août). Derrière ces hautes grilles, le gouvernement prépare ses arrêtés de pouvoirs spéciaux pour le 1er octobre.

# Que concocte Dehaene ?

Avec le PS, contre les pensions...

**Le gouvernement dispose de trois armes redoutables depuis juillet : les lois cadres. Derrière les murs épais de Val Duchesse, Dehaene-Di Rupo les chargent.**

Kris Merckx

Certains journaux prétendent connaître les lignes de force des décrets de pouvoirs spéciaux en préparation. Le gouvernement recherche 100 milliards. 32 milliards d'impôts nouveaux sont prévus : hausses des accises sur l'essence (trois francs d'augmentation simultanée en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne ?) et sans doute aussi un prolongement de la non-indexation des barèmes fiscaux. Par ailleurs, il est question de 37 milliards de rentrées non fiscales, essentiellement en multipliant les privatisations d'entreprises publiques (voir ci-con-

tre). (1) Les 37 milliards d'économies doivent surtout venir de la Sécu : l'assurance-maladie, les pensions (6 milliards), le chômage (3 milliards) et les accidents de travail (3 milliards). (2) Dehaene inscrit ces mesures dans le cadre d'« un assainissement de la Sécu à moyen terme, ce qui revient surtout à adapter les régimes de pension : égaliser l'âge de la pension entre hommes et femmes, freiner l'augmentation des dépenses en modifiant de petits chiffres dans le calcul des pensions — surtout le coefficient de revalorisation et le règlement des jours non prestés (chômage, maladie) et la « modération » (fiscale ?) des revenus

des ménages disposant d'une seule pension (assez élevée). » (1) Révélateur : Dehaene veut rappeler le démocrate-chrétien francophone Étienne de Callatay (PSC) du Fonds Monétaire International pour qu'il devienne son chef de cabinet adjoint. « Callatay est l'auteur d'une note sur le devenir des pensions belges, révélée il y a 15 jours. Il y était question de réduire les retraites actuelles, de désindexer au moins partiellement les pensions privées, d'aligner les pensions publiques sur celles du privé, de remonter l'âge de la retraite à 65 ans et de calculer tout le monde en 45èmes. » (3) Que reste-t-il du slogan de Busquin, « le bouclier de la Sécu » ? Une promesse électorale, voyons !

1. De Standaard, 4 septembre 1996. 2. *Le Soir*, 6 et 27 août 1996.

## Surenchère nationaliste, du nord au sud

De Batselier et Busquin emboîtent le pas à Van den Brande

Kris Merckx

Luc Van den Brande, ministre-président de la Région flamande, déclare ouvertement depuis des années que la Belgique doit évoluer vers une confédération de deux États. Mais il n'est pas le seul. Hugo Schiltz de la Volksunie signalait récemment qu'« à (son) grand étonnement, le modèle confédéral a gagné beaucoup de terrain ces derniers mois ». Il se référerait notamment à la « prise de conscience » flamande de Guy Verhofstadt et de

Norbert De Batselier. (1) L'ancien président du VLD s'est prononcé fin mai pour une autonomie fiscale et pour la scission de la sécurité sociale. Le SP De Batselier plaide, lui, en faveur de compétences plus larges pour les « États fédérés ». L'usage même du terme « État fédéré » (deelstaat), indique déjà l'orientation confédéraliste. Louis Tobback a néanmoins approuvé les principes de base, tout en refusant un débat communautaire avant 1999, afin de pouvoir se concentrer sur les

mesures d'économie pour Maas-tricht. Mais précisément pour dévier l'attention des travailleurs de ces attaques antisociales, les politiciens bourgeois utilisent quasi spontanément le nationalisme et font monter la fièvre communautaire. Philippe Busquin vient d'appeler à la formation d'une « alliance Wallonie-Bruxelles ». Il a reçu tout de suite le soutien de Louis Michel (PRL) et de Ferdinand Nothomb (PSC). Le PS va aussi créer en son sein une Commission Wallonie-Bruxelles. La semaine pas-

sée, quatre professeurs francophones proposaient de renforcer l'axe Wallonie-Bruxelles afin de former un résidu de Belgique en cas de scission du pays (2). Étant donné que tous les flamingants revendiquent Bruxelles comme capitale de la Flandre, des situations dignes de Sarajevo cessent de relever de l'inimaginable. Le PTB invite tous ceux qui voient les dangers et la nocivité de la division nationaliste à lutter avec lui contre ce péril.

(1) *De Morgen*, 30.8.96, p. (2) « Choisir l'avenir », *Le Soir*, 3.9.96.

## EN BREF

### Le téléphone coûte déjà 60 % plus cher !

Pourquoi le montant de la facture Belgacom est-il toujours plus élevé ? « Le seul fait d'être raccordé, sans émettre le moindre appel, coûte aujourd'hui 7.840 F par an au lieu de 4.975 F en 1993 : 60 % de hausse en 37 mois (trois ans) ! Le prix des demandes de renseignements passe à 30,25 F pour 2 numéros. Auparavant, c'était 5 F par unité tarifaire. Seuls les tarifs internationaux continuent de diminuer, jusqu'à -57 % par rapport aux prix de 1990. Ce sont les « petits » qui paient pour les « grands ». » Entre-temps, Belgacom, privatisée en majeure partie, a hissé son bénéfice à 6,6 milliards de F (+ 15 %) au premier semestre 1996. Explication du ministre « socialiste » Elio Di Rupo, qui a privatisé Belgacom : « Hélas ces hausses des tarifs de Belgacom étaient inscrites dans les astres de la libéralisation du secteur des télécommunications. Cette libéralisation ne profite pas à tous. Je le regrette. » (*Le Vif*, 22 août 96). Voilà donc la différence entre les libéraux et les socialistes : les seconds privatisent tout autant que les premiers, mais déclarent ensuite qu'ils le regrettent.

### Le CVP, un nid de vipères

Comme les autres partis bourgeois, le CVP est un vrai nid de vipères où des politiciens ambitieux s'entre-déchirent. C'est ce que nous confirme son ancien président Johan Van Hecke à son retour d'Afrique. « J'ai commencé ma présidence du CVP en lançant le message : après une période de conflits fratricides (la guerre à mort entre Tindemans et Martens, ndlr), nous devons à nouveau créer un peu de chaleur dans notre famille. » (*De Morgen*, 7/9). Mais la révélation de la relation entre le président Van Hecke et la journaliste Els De Temmerman a ravivé les hostilités : « J'ai été éliminé par une alliance d'un groupe de fondamentalistes et d'opportunistes, qui voyaient d'un mauvais oeil que j'introduise de nouvelles personnes et que j'indique d'autres ministres qu'eux-mêmes. » Van Hecke révèle encore qu'« une personnalité importante du CVP (lui) a conseillé de pratiquer la vertu chrétienne par excellence : l'hypocrisie, car c'est ce que nous faisons tous ! » Quel avantage de pouvoir travailler dans un parti communiste comme le PTB. Là aussi, il y a une lutte interne, mais elle concerne des questions politiques et idéologiques. Et l'enjeu est la libération des travailleurs, non les ambitions personnelles ou les différences de vue sur la manière la plus adéquate de défendre le capitalisme.

### Busquin pour la levée du secret bancaire ?

Chaque fois qu'il prépare un grand coup contre les travailleurs, le PS fait miroiter des « mesures contre les riches ». Qui ne se rappelle pas Jean-Maurice Dehousse sortant de Val Duchesse où il venait d'approuver le Plan Global ? Une casquette populaire sur la tête, il annonçait : « Le PS vient d'obtenir un impôt sur la fortune, la vieille revendication de la gauche wallonne. » Ensuite, nous avons bien sûr vu le Plan Global mais pas la moindre trace d'un impôt sur la fortune. Il en sera de même de la levée du secret bancaire que Philippe Busquin vient de proposer. « Je me suis prononcé, a-t-il dit aux rencontres d'été du PS à Tournai, pour la levée du secret bancaire plus largement en Europe. » (*Le Soir*, 31 août 96). Notez bien les quatre derniers mots. Sachant que l'Europe ne réalisera évidemment pas cette mesure, son excuse est déjà prête. (KM)



# Qui veut la peau du président de la FGTB ?

Michel Nollet s'attire les foudres du patronat et... du PS

«Michel Nollet a détérioré la crédibilité de son organisation. S'il veut réparer, il ne lui reste d'autre solution que de s'effacer. Le seul homme fort dont dispose aujourd'hui la FGTB est une femme» (1). Cet appel à destituer Michel Nollet de sa fonction et à le remplacer par Mia De Vits émane de Bénédicte Vaes, l'influente journaliste du journal *Le Soir*.

Jo Cottenier

Cet appel honteux est le point culminant — provisoire — du tollé provoqué par l'interview de rentrée de Michel Nollet dans la *Libre Belgique* du 3 septembre. Toutes les personnes "responsables" de ce pays ont crié au scandale après les propos tenus par le président de la FGTB. Les milieux patronaux, financiers et gouvernementaux ont parlé de «propos totalement irresponsables, hallucinants...». Les dirigeants du PS et du SP cachaient mal leur colère : «Même dans les milieux socialistes, on a oscillé (...) entre l'incrédulité, le désarroi, la colère et la déception face à des propos jugés tour à tour "ahurissants", "gravissimes", "irresponsables" (...)» (2)

Il faut revenir vingt ans en arrière pour retrouver une telle haine de l'ensemble de la bourgeoisie contre un dirigeant syndical. C'était du temps de Georges Debunne, quand il refusait les atteintes à l'index, quand il revendiquait les 36 heures aux frais des patrons, quand il fustigeait les riches toujours plus riches. La FGTB a-t-elle trouvé un digne successeur du tribun des années 70 ?

## Voici le discours "incendiaire"

**Sur la sécurité sociale :** «La FGTB n'acceptera pas la moindre diminution des dépenses sociales» —

«Que le gouvernement ne s'avise pas à revenir avec ces articles 80 et à exclure des chômeurs à la pelle. Ce sera la révolution au sein de la FGTB, je vous l'assure».

**Sur le budget :** «Que l'Etat belge cesse de rembourser les intérêts de la dette de manière à pouvoir injecter des ressources nouvelles dans le social.»

**Sur l'Europe :** «Pourquoi dans la logique budgétaire, dans la logique de l'Europe libérale et capitaliste qui renverse tout sur son passage, devrions-nous refuser de défendre la Sécurité sociale ? Pourquoi devrions-nous tout d'un coup prôner un modèle de société à l'américaine ?» — «Mais soyez certains que les gens ne sont pas prêts à faire des sacrifices pour les normes de Maastricht ! Que croyez-vous donc ? Aucun citoyen en Europe ne s'endort avec le traité de Maastricht à son chevet ! Le citoyen ne croit plus à l'Europe. Pour lui, l'Europe se réduit à 20 millions de chômeurs.»

**Sur le Plan global bis :** «Maintenant, que le gouvernement prenne ses responsabilités. Libre à lui de prendre le risque de décider tout en 24 heures et d'écraser tout sur son passage. Il verra ce qui se passera. (...) Je remarque en tout cas que ma centrale des services publics est très dure. Or, les grandes grèves de l'histoire belge ont toutes commencé dans les services publics. Mon seul souci est désormais que la mobilisation parte dans l'ordre et engrange des résultats.»

**Sur le Parti socialiste :** «Nous



Soit Michel Nollet continue de jouer le médiateur entre différentes tendances de la FGTB, soit il en appelle aux masses pour approfondir la voie défendue dans son interview (photo : aux côtés de W. Peirens à la manif du 13 décembre 95).

avons des objectifs et pour les réaliser, il nous faut trouver des relais politiques. Traditionnellement, ce sont les partis socialistes qui nous servent de relais. (...) Mais avant toute chose, nous sommes un syndicat indépendant. Je crois l'avoir démontré à suffisance dans d'autres fonctions, lors de l'épisode du Plan global en 1993. Je n'ai pas changé depuis même si, de par ma fonction actuelle, il m'incombe à présent de faire la synthèse entre les différents courants qui traversent mon organisation. Donc, si nous devons nous battre contre ce gouvernement, nous nous battons contre lui, quelles que soient ses composantes.» (3)

## Bravo Michel !

Depuis son arrivée à la tête de la FGTB, le PS et le SP exercent une pression énorme pour que Nollet se comporte "en homme d'Etat".

L'article de Bénédicte Vaes est révélateur d'un changement de ligne des partis socialistes : désormais, il faut l'abattre ! «Michel Nollet fut un bon président de centrale. Depuis qu'il règne au sommet de la FGTB, il accumule les erreurs» écrit la journaliste. Parmi ces erreurs, celle «de s'être laissé envoyer dans les cordes par ses troupes» lors du Contrat d'avenir (1). La goutte qui a fait déborder le vase, c'est sa petite phrase sur la dette de l'Etat. Bénédicte Vaes ne fait que reprendre ce qui fait dorénavant figure de mot d'ordre des partis socialistes : il faut mettre la "femme d'Etat", Mia De Vits (Secrétaire générale de la FGTB), au poste de commandement.

Michel Nollet est sans doute à la croisée des chemins. Ou bien il continue de jouer le médiateur entre différentes tendances, ou

bien il en appelle aux masses pour approfondir la voie qu'il défend dans son interview. «Michel Nollet ou le crédit perdu de la FGTB» titre Bénédicte Vaes. Qu'il se console : plus il perd de crédit auprès de la bourgeoisie, plus il en gagne parmi les travailleurs. Au lieu de se rétracter à propos de la dette de l'Etat, comme il a fait trois jours après l'interview (2), il pourrait en appeler à la mobilisation de la base pour passer des paroles aux actes et se débarrasser ainsi de ceux (et celles) qui ne jouent que les relais gouvernementaux dans le syndicat. C'est la seule voie pour retrouver la confiance de la base et sauver ainsi l'unité de l'organisation. C'est la seule voie pour gagner la lutte contre le Plan global bis.

1. *Le Soir*, 7 septembre 96. 2. *La Libre Belgique*, 6 septembre 96. 3. *La Libre Belgique*, 3 septembre 96.

## Pour une manif monstre contre le plan global bis

Dehaene-Di Rupo veulent mutiler accord interprofessionnel et conventions collectives

Jo Cottenier

Comme Jean-Marie Ansciaux (CGSP-enseignement) l'explique ailleurs dans ce journal, il n'y a rien qui puisse justifier un jour d'attente en plus pour mobiliser contre le gouvernement Dehaene-Di Rupo. Ceux qui prétendent aujourd'hui que «rien n'est encore connu» sont les mêmes qui demain, plaideront pour arrêter au plus vite la lutte. Prenons la norme salariale. Peu de syndicalistes et de travailleurs se rendent compte aujourd'hui de ce qui se prépare, malgré le fait que la loi cadre approuvée durant les vacances est très explicite. Une

norme salariale sera imposée pour les futures conventions collectives. Cette norme limite la marge d'augmentation totale des salaires (index compris) à la moyenne des trois pays voisins. Les calculs qui circulent parlent d'une marge maximale de 0,5 % par an, ce qui reviendrait pratiquement à prolonger le blocage salarial qui existe depuis '94. C'est contre cette dictature salariale que la base syndicale s'est révoltée en avril. Le Conseil Central de l'Economie (CCE) a rendu son avis "technique" qui calcule l'évolution des salaires des trois pays en question. Cette semaine, les "partenaires

sociaux" (quel nom exécrable !) se rencontrent afin de discuter de la norme et rendre leur avis pour le 15 septembre. «Il ne peut y avoir un syndicalisme de concertation, dit Jean-Marie Ansciaux, s'il n'y a rien sur quoi se concerter. Pour avoir une réaction collective des travailleurs, il faut les mobiliser.» Attend-on que le gouvernement impose la norme après un avis partagé du CCE ? C'est un scénario qu'on connaît. Espère-t-on obtenir par la négociation que le coût d'une éventuelle diminution du temps de travail soit exclu de la norme ? La loi cadre est très claire à ce propos : «Une diminu-

tion du temps de travail sans diminution proportionnelle du coût salarial est imputée sur la marge» (Exposé des motifs, art.8). Si ce carcan n'est pas rejeté une deuxième fois par une riposte radicale de la base, l'accord interprofessionnel à venir et toutes les conventions collectives de fin d'année, seront dès le départ mutilés.

## Contre plan global, lutte globale

La deuxième chose qu'aussi bien Ansciaux que Dohogne soulignent

à juste titre, c'est la nécessité de globaliser d'urgence les luttes. L'adoption d'une norme salariale est la première échéance du gouvernement, mais il n'en restera pas là. Dehaene s'est fixé le 1er octobre pour annoncer les 80 à 100 milliards de restrictions budgétaires. Pour tout syndicaliste qui veut se battre jusqu'au bout pour rejeter un nouveau plan global et imposer une alternative au frais des patrons, il est temps de réagir. En tenant des assemblées et en rejoignant l'appel de Jean-Marie Ansciaux en faveur d'une manifestation monstre avant la fin de ce mois.



# Du boulot pour les matelots !

Marins à l'assaut de la CMB, propriété de l'armateur Saverijs

**Les marins de la flotte commerciale belge se battent contre le démantèlement de leur statut. Si les armateurs obtiennent gain de cause, les 650 marins au chômage resteront définitivement sur le quai.**

Frans Van Belle

Lundi 2 septembre. Journée de pointage pour les quelque 650 marins (matelots et officiers) au chômage. De tous les coins du pays et même de France, d'Espagne et du Portugal, les marins inscrits dans le pool belge viennent pointer dans la Olijftakstraat à Anvers. En plus de leur allocation, ils touchent un supplément d'environ 5.000 francs. A partir du mois d'octobre, ce supplément sera supprimé. C'est une des mesures d'économie annoncées par les armateurs qui ont dénoncé unilatéralement les conventions sociales. Ils se fichent également du protocole de février 1994, qui les oblige à engager au moins dix marins du pool belge (cinq officiers et cinq matelots) sur les navires de la flotte commerciale. Leur objectif : liberté totale pour remplacer les marins du pool par du personnel du tiers monde ou de l'Europe de l'Est qui travaillent à des salaires extrêmement bas, sans aucune sécurité sociale.

## Armateur arnaqueur

Un délégué du syndicat du transport BTB (FGTB) nous explique au bureau de chômage : «L'occupation de l'écluse de Zandvliet a fait mal aux armateurs. Plusieurs bateaux ont perdu cinq heures. Mais ils n'ont pas reculé d'un pouce. Aujourd'hui, nous manifestons devant le bâtiment de la CMB de l'armateur Saverijs. Le syndicat des dockers a décidé de boycotter les compagnies maritimes belges à Anvers et à Gand». Au bureau de chômage, nous rencontrons également un groupe d'officiers sans emploi depuis la faillite (frauduleuse) d'ABC-Lines : «Nos collègues sont placés devant le choix : soit être licenciés, soit signer un nouveau contrat à

des conditions beaucoup moins avantageuses». «Où les étudiants qui sortent de l'école maritime trouveront-ils encore un emploi, si le capitaine et peut-être le premier officier sont les seuls à provenir du pool belge ?».

Devant le bâtiment du BRB, dans le centre d'Anvers, 550 marins se sont réunis. Flamands, Wallons, Espagnols, Portugais, Latino-américains... «J'ai 47 ans et je suis sans travail depuis 15 mois. Où trouverai-je encore un boulot ?». Propos répétés des dizaines de fois. «Je touche 36.000 francs du chômage. Pour cela, je dois revenir d'Espagne chaque mois, ce qui me coûte déjà 6.000 francs. Avec le reste, je dois entretenir ma famille», me dit un marin de Galicie, province espagnole près de la frontière du Portugal, à 2.000 kilomètres d'Anvers. Il est l'un des innombrables travailleurs étrangers qui, pendant des dizaines d'années, ont contribué à la prospérité de la Belgique et risquent aujourd'hui de se retrouver sans emploi et avec une pension incomplète.

La manifestation se met en mouvement en direction du port. Les calicots sont clairs : «Aujourd'hui les matelots au chômage, demain les officiers», «Saverijs au chômage, les matelots au boulot» et «Saverijs, le grand arnaqueur». Saverijs est l'ancien patron des chantiers navals de Boel Tamise. A présent, il est l'armateur de la Compagnie Maritime Belge (CMB).

Un marin de Liège nous montre un article de journal titrant : «les bénéfices de la CMB s'élèvent à 3,5 milliards pour le premier semestre». «Tout ça sur le dos des travailleurs, qu'ils jettent ensuite à la rue comme des chiens», commente notre homme.

La manifestation se dirige vers le palais de marbre de la CMB : quelques centaines de millions



«Donnez-nous des casques et des matraques», crie un marin à un responsable syndical, «alors nous pourrions nous battre à armes égales contre la police».

provenant des milliards de plus-value que le clan Saverijs a extorqués aux travailleurs des chantiers navals, aux dockers, aux marins...

## «Donnez-nous des casques et des matraques»

Le nombre des policiers en tenue de combat augmente à l'approche de l'immeuble de la CMB. Quelques marins jettent des oeufs sur la façade. A chaque jet, l'enthousiasme augmente... Tout à coup, vingt, trente, cinquante personnes se ruent vers le bâtiment. La grande porte vitrée cède immédiatement. Quelques marins solides arrachent la hampe du drapeau devant le bâtiment et l'utilisent comme bélier. La police anversoise intervient alors brutalement.

«Merci au bourgmestre Leona Detiège, merci au collègue échevinal SP, CVP, Volksunie et Agalev», se dit sans doute Saverijs. Les

soi-disant partis «démocratiques» se rangent en bloc, comme le Vlaams Blok fasciste, derrière l'ordre capitaliste. On utilise les matraques et le gaz lacrymogène. Un matelot espagnol est frappé en plein visage par un jet de gaz lacrymogène à une distance de 10 centimètres. Hurlant, aveuglé par le gaz, il court le long du quai. Grâce à cela, les flics parviennent à dégager la porte d'entrée.

«Donnez-nous des casques et des matraques», crie un marin à un responsable syndical, «alors nous pourrions nous battre à armes égales contre la police». «Quand il s'agit de matraquer les ouvriers, ils arrivent tout de suite. Mais pour rechercher les enfants disparus, il font preuve de moins de zèle», observe un autre matelot.

Tous les marins que j'interroge approuvent l'action. «Nous n'avons plus rien à perdre». «Je suis d'origine portugaise et avec mon chômage de 35.000 francs je dois entretenir une femme et trois enfants en âge scolaire. Qu'advient-il de mes enfants ?».

Quand le vent a dissipé le gaz lacrymogène, les marins se regroupent devant la porte d'entrée. Le secrétaire Bob Dielis (BTB) formule cinq revendications :

1. Rétablissement des conventions collectives de travail en cours.
2. Pas de statuts précaires pour les officiers.
3. Garanties d'emploi pour les marins.
4. Maintien du pool et du fonds des marins.
5. Soutien des pouvoirs publics.

Il remercie les dockers et les syndicalistes du secteur des transports, venus en solidarité, et annonce que de nouvelles actions suivront. Les réactions de beaucoup de marins montrent qu'ils sont prêts à des actions plus dures. Ils savent que tous les travailleurs du port, les dockers, les pilotes, les équipages... sont menacés. Un front uni de tous les travailleurs peut paralyser les ports d'Anvers, de Gand et de Zeebrugge et contraindre le patronat portuaire à maintenir l'emploi, le salaire et les statuts.

## «Le journal TV vous était offert par Coca-Cola»

Les syndicats de la BRTN rejettent le plan de privatisation de De Graeve

Jan Vanderstraeten

«Si nous voulons plus d'argent du pouvoir public, nous devons nous aussi faire un effort». C'est en ces termes que le directeur de la BRTN, De Graeve, défend son plan de privatisation.

Le 2 septembre, le front commun syndical a distribué un tract condamnant ce projet :

«Le principe de base qui traverse comme un fil rouge tout le plan de l'administrateur délégué est de transformer la BRTN en une entreprise privée et, finalement, en

une chaîne commerciale, tout en préservant en appendice certaines missions publiques, pour lesquelles il subsistera une dotation».

«Les calculs de l'administrateur délégué qui s'étendent jusqu'en 2006 prévoient un déficit de 14,8 milliards de FB dû, entre autres, aux pensions du personnel statutaire. Son véritable but est de se débarrasser du personnel statutaire».

«Après six mois de politique nouvelle, toutes les réserves sont épuisées et un gouffre financier de 172 millions de FB est apparu. Les sommes versées à des bureaux de

consultation externes s'élèvent déjà à 60 millions. Le coût plus élevé des cadres contractuels est budgétisé à 55 millions, ce qui est irresponsable à nos yeux dans le cadre d'une institution publique. Ces dépenses supplémentaires contrastent de manière flagrante avec les économies qu'on veut imposer au personnel».

«Des mesures de prépension sur base volontaire — et non pas accordées comme un privilège — sont négociables pour les syndicats. Mais il serait inacceptable qu'il en résulte une diminution des

effectifs, car cela compromettrait la production. Dans ce cas, on s'adresserait au privé pour assurer la production, ce qui augmenterait encore inévitablement les coûts».

«Aussi à l'avenir, il faut que les embauches soient en principe statutaires. Cela implique des examens de régularisation pour le personnel contractuel».

«De Graeve semble s'orienter résolument vers une collaboration tous azimuts avec d'autres initiatives privées. La seule manière de sauvegarder une chaîne publique est de l'écartier des objectifs commerciaux, au lieu de vouloir

jouer soi-même un rôle prédominant dans ce domaine».

Comment réaliser ce programme correct ? Par l'unité entre les statutaires et les contractuels (plus de 25 %) : régularisation pour les contractuels; nouvelles embauches sur base statutaire; maintien des pensions des statutaires. Par l'unité entre les jeunes et le personnel plus âgé : maintien du volume global de l'emploi. Par l'unité entre tous les services publics : les syndicats doivent élaborer un plan de lutte global contre les privatisations.

# Jean-Marie Ansciaux : «Il nous faut une stratégie offensive»

Interview : le président de la CGSP-Enseignement veut une manif interprofessionnelle

«Le temps n'est plus aux sit-in mais à la mobilisation générale.» Jean-Marie Ansciaux, président de la CGSP-Enseignement souligne les conditions dramatiques de la rentrée scolaire. Il réclame, dès septembre, une riposte interprofessionnelle contre les mesures gouvernementales. Sur base d'un programme radical.

Jean Pestieau

**Une campagne est menée, dans la presse, pour démoraliser les enseignants. Son thème : la lutte des enseignants n'a servi à rien.**

**J-M Ansciaux.** Je ne suis pas persuadé que les enseignants vont se laisser démoraliser. Une lutte sert toujours à quelque chose. Si lutte il n'y avait pas eu, les restrictions auraient été beaucoup plus fortes, non seulement à cette rentrée, mais aussi aux rentrées prochaines.

Face à des attaques, les travailleurs ont le devoir de réagir. Par les temps qui courent, tout le monde sait que les luttes sont difficiles. Il n'est pas possible de réaliser nos revendications avec des actions symboliques. Il faut se battre. Nous avons bien fait de réagir en 90 et en 95-96. Nous devons continuer si nous voulons un avenir moins sombre que celui qu'on nous prépare. Dans l'immédiat, il faut tenter de corriger le négatif qui vient d'être décidé et préparer le futur.

**«Prendre l'argent là où il est, c'est les 32 heures sans perte de salaire»**

**Quelles sont les conséquences les plus dramatiques des mesures prises par le gouvernement de la Communauté française ?**

**J-M Ansciaux.** Au niveau de l'enseignement secondaire, le décret Onkelinx, qui vient s'ajouter au décret Di Rupo de 1993, conduit à une perte de 5.500 à 6.000 emplois par rapport à 1992. Dans l'enseignement supérieur non universitaire, il y a une diminution de l'encadrement, par rapport à l'an dernier, de 10 à 15 %, au moment même où il y a un nouvel afflux d'étudiants. La situation est particulièrement grave dans l'enseignement supérieur de type court. C'est là pourtant qu'on trouve l'enseignement le moins antidémocratique, le plus ouvert aux enfants des travailleurs. Ils y trouvaient un encadrement assez convenable. Ils vont trouver maintenant des auditeurs surpeuplés. Donc, c'est un mauvais coup à la démocratisation de l'enseignement.

**Confrontée aux lois-cadres, quelle doit être l'attitude de la classe ouvrière ?**

**J-M Ansciaux.** Il y a une nouvelle confirmation des gouvernements actuels, des partis au pouvoir — car c'est dans les bureaux des

partis que se prennent les décisions — de mener une politique libérale, donc en défaveur des travailleurs. Ceux-ci doivent impérativement se mobiliser et mener un combat global. S'ils continuent à se laisser diviser, à réagir au coup par coup, entreprise par entreprise, service public par service public, ils iront vers la multiplication des échecs. Les organisations syndicales, particulièrement la FGTB, doivent prendre leur responsabilité. Il faut globaliser le combat. Car, avec les mesures annoncées, ce sont tous les travailleurs qui vont trinquer, actifs et non actifs, y compris les pensionnés.

**Pour quel programme de revendication se battre ?**

**J-M Ansciaux.** Il faut d'abord faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il mène une autre politique fiscale. Il faut prendre l'argent là où il est, pas chez les travailleurs ni chez les allocataires sociaux. Ensuite, il faut exiger du gouvernement et du patronat qu'ils créent des emplois par dizaines de milliers. La revendication centrale, c'est le passage aux 32 heures avec maintien du salaire et embauches compensatoires. Si nous ne nous battons pas pour cela, nous continuerons à payer les difficultés budgétaires du gouvernement. Stop à l'aide aux patrons qui, va prétendument à l'embauche. Nous ne pouvons accepter de diminution des rémunérations, une bonne partie des travailleurs peuvent à peine mener une vie décente. Un million de sans emplois, c'est intenable.

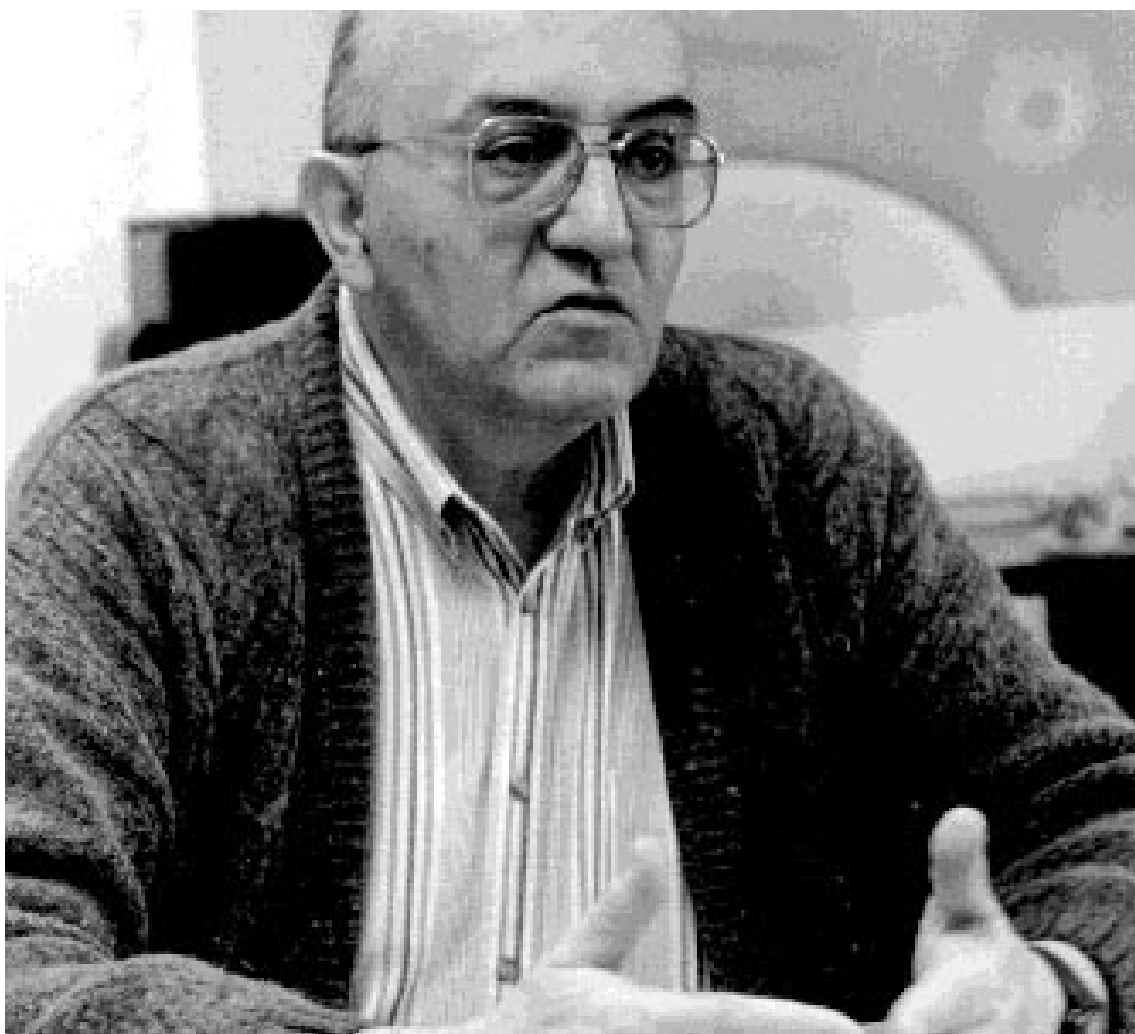
Il faut faire payer ceux qui en ont les moyens. Le PS ne veut pas réclamer cela du gouvernement Dehaene. C'est le devoir de la FGTB de quitter le stade des revendications formelles pour celui de l'action. Il faut exiger du PS que la politique gouvernementale soit complètement modifiée.

**«Une manifestation monstre et annoncer la suite du combat»**

**Quelles leçons tirer de la lutte des enseignants et des étudiants ?**

**J-M Ansciaux.** Nous devons expliquer à tous les travailleurs que les enseignants ne se sont pas battus pour des revendications égoïstes mais pour une autre école, une autre société.

Le manque de relais massif, l'an dernier, explique l'échec. Il y a bien sûr eu des exceptions notables comme Volkswagen, Caterpillar,



Jean-Marie Ansciaux : «Il faut informer, mobiliser et agir : commencer par une manifestation interprofessionnelle monstre et indiquer fermement la volonté de poursuivre le combat.»

Clabecq et d'autres encore. Cela fait pas mal d'années que les travailleurs se battent seuls — même lorsque tout le monde est concerné —, car il n'y a pas de véritable volonté de globaliser la lutte ouvrière. A la politique du "diviser pour régner", nous devons opposer : "L'union fait la force". Nous avons besoin, à la FGTB, d'une stratégie offensive qui unifie tous les travailleurs. Les déclarations de Michel Nollet (Libre Belgique, 3 septembre) vont dans le bon sens. J'attends les actions concrètes qui vont être proposées aux travailleurs.

Les enseignants de la CGSP s'inscriront activement dans tout combat mené par la FGTB. Des décisions vont être prises durant ce mois. Le temps des sit-in est dépassé. Il faut informer, mobiliser et agir : commencer par une manifestation interprofessionnelle monstre et indiquer fermement la volonté de poursuivre le combat. Plus de manifestations "alibis" ou de dévouement.

**«La vraie cassure est entre les capitalistes et les travailleurs»**

**Pour quelle société faut-il lutter ?**

**J-M Ansciaux.** Pour une société réellement démocratique, réellement égalitaire. Une société où les riches soient moins riches et où il n'y a plus de pauvres.

La révolution prolétarienne n'est pas pour demain. Il faut passer par des étapes :

1. stopper le processus infernal

dans lequel nous nous trouvons, 2. reconquérir ce que la classe ouvrière a perdu, 3. enfin mettre en place une société véritablement socialiste. Il y a beaucoup de chemin à faire car on a perdu beaucoup de temps. La lutte sera plus dure et plus difficile. La vraie cassure de la société est entre les capitalistes et les travailleurs. A force de jouer sur les égoïsmes, les particularismes, on est en train de faire croire que la cassure s'est déplacée, qu'elle est au sein de la classe ouvrière, notamment, entre actifs et non actifs. La société est duale car elle est divisée entre deux classes. Aux organisations syndicales, et particulièrement à la FGTB, revient la tâche d'éduquer les travailleurs puisque le PS ne le fait plus. Face à la division entre travailleurs belges et immigrés, entre néerlandophones et francophones, la FGTB doit éduquer car, dans l'ombre, les décisions se prennent.

**Quelle est la tâche actuelle des syndicats ?**

**J-M Ansciaux.** La tâche essentielle est de s'occuper de la protection des travailleurs avec ou sans emploi. L'organisation des chômeurs pour mener la lutte pour l'emploi est impérative.

Nous devons refuser le séparatisme et la menace de séparatisme. Il n'y a pas encore de majorité ni au Nord, ni au Sud du pays pour suivre les extrémistes qui veulent diviser les travailleurs et le pays. Mais il faut faire gaffe : à force d'entretenir le rejet et la haine de l'autre, on risque de retrouver des

situations comme dans les années trente. Devant le danger du corporatisme exacerbé, il y a une impérieuse nécessité de regrouper tous les travailleurs et mener un combat commun sur les objectifs des organisations interprofessionnelles, particulièrement la FGTB. Tout commence par un emploi pour chacun.

Si on ne remet pas en avant la revendication des 32 heures sans perte de salaire et avec embauches compensatoires, on en viendra à des formules de réduction de travail avec perte salariale. Ces formules divisent les travailleurs, avec et sans emploi.

Nous participerons à toutes les réunions de la FGTB, nous essayerons de faire passer nos idées, nous participerons à toutes les actions décidées. Il est grand temps.

Aujourd'hui, il n'y a pas moyen de pratiquer un syndicalisme de concertation car il n'y a rien sur quoi se concerter. Nous ne sommes pas pour un syndicalisme de compromis, encore moins de compromis. Nous sommes pour un syndicalisme de revendications qui devient un syndicalisme de négociation s'il y a de vraies négociations. Autrement nous devons pratiquer un syndicalisme de confrontation. Pour avoir une réaction collective des travailleurs, il faut les mobiliser. Il faut que la FGTB se démarque plus du PS. Pour que cesse, parmi les travailleurs, l'amalgame entre PS et FGTB. Il faut qu'il soit clair que la FGTB ne va pas chercher ses ordres au PS.



# S'il n'y a pas de réaction globale, on se fera battre à chaque fois !

Interview de Régis Dohogne, président des instituteurs CSC

**Que se passera-t-il dans les écoles ? Régis Dohogne, président de la Fédération des Instituteurs Chrétiens (FIC), juge que la lutte des profs a été utile, mais qu'il faut à présent élargir. Selon lui, il n'y aura pas de solution si le gros de la troupe des travailleurs n'entre pas également dans la lutte.**

Jacques Borzykowski

**La presse mène campagne pour démoraliser les enseignants. Leur lutte n'aurait-elle servi à rien ?**

**Régis Dohogne.** Malgré l'extraordinaire pression, les décrets ont été votés. Les lois attaquant la Sécurité sociale à travers les congés de maladie n'ont pas encore été rapportées. Est-ce une guerre perdue pour autant ? Certainement pas. Une guerre n'est vraiment perdue que lorsque les gens se résignent et il est important qu'ils ne se résignent pas. Le gouvernement reste fragilisé par les événements. Alors qu'il avait annoncé qu'il fallait encore six milliards d'économies supplémentaires, il commence enfin à envisager des ressources nouvelles et s'est engagé à ne plus toucher à rien.

Il serait fou de dire aux gens qu'ils ont lutté pour rien. Il y a une démoralisation certaine dans les

établissements scolaires. Des gens qui se sont investis avec tellement de générosité, de force et de conviction ont le sentiment aujourd'hui d'être incompris. Mais ce découragement ne doit pas être absolu. De même que la population ne doit pas se décourager face aux attaques contre la Sécurité sociale et les conditions de travail.

**Quelles sont les conséquences les plus dramatiques des mesures prises par le gouvernement de la Communauté française ?**

**Régis Dohogne.** L'emploi est un problème majeur. Ce n'est pas avec les formules appliquées aujourd'hui qu'on mettra fin à la crise de l'emploi dans l'ensemble de la société.

Les mesures prises auront, en outre, un double effet. Les enfants auront moins de choix parmi les possibilités d'enseignement. Ensuite, l'augmentation du nombre d'enfants par classe abaissera la qualité de ce qui va y être fait.

**Quelle leçon tirez-vous de la lutte des enseignants et des étudiants ?**

**Régis Dohogne.** La leçon : les mauvais combats sont ceux qu'on tarde à lancer; les bons, ceux menés sans traîner. Pour autant qu'on ne reste pas isolé trop longtemps. A cet égard, il n'y aura pas de solution si le gros de la troupe des travailleurs n'entre pas lui aussi dans la lutte. Si chacun à notre tour, groupe par groupe, nous nous épuisons de manière stérile dans une lutte où l'on est chaque fois isolé et, à la limite, jugé par une opinion manipulée par le pouvoir, il est clair qu'à ce moment-là, c'est une lutte désespérée et suicidaire.



La dernière manif des profs (juin 96). En route vers quel avenir ?

Le combat n'est intéressant que s'il est global, s'il est sociétal, s'il associe l'ensemble des travailleurs. Non pour critiquer les avantages des autres, mais pour étendre ces avantages à toute la population.

**Comment les travailleurs peuvent-ils réagir face aux trois lois-cadres du gouvernement ?**

**Régis Dohogne.** Nous vivons aujourd'hui une période cruciale. Si les travailleurs ne réagissent pas face aux lois-cadres qui touchent l'ensemble des secteurs, nous permettrons l'entrée en force de règles tout à fait déshumanisées dans la gestion de la société. Si on n'obtient pas, d'ici à fin 1996, une réaction globale de l'ensemble des travailleurs, nous nous ferons bouffer, les uns après les autres.

**Donc, un vaste mouvement interprofessionnel ?**

**Régis Dohogne.** Je crois que c'est la seule solution aujourd'hui. Soit en rassemblant les travailleurs de la fonction publique qui seront

touchés dans une série d'aspects particuliers. Soit, plus globalement, en rassemblant l'ensemble des travailleurs agressés constamment depuis plusieurs années. S'il n'y a pas de réaction globale, il est clair qu'on se fera battre à chaque fois. Mais la réaction interprofessionnelle dans notre pays n'a de sens que s'il se construit une véritable internationale des travailleurs.

**Qui doit prendre l'initiative de ce mouvement ?**

**Régis Dohogne.** D'abord, les organisations syndicales. Mais des organisations syndicales qui privilégient la communication, l'information, la sensibilisation. C'est vrai qu'on ne fait pas démarrer les travailleurs par un claquement de doigts. Il faut les sensibiliser, les rendre responsables, les rendre conscients des problèmes qui nous envahissent.

**Par quoi allez-vous commencer ?**

**Régis Dohogne.** Par une sorte de

pédagogie de l'exemple. Les évaluations que mes collègues des centrales secondaires effectuent pour le moment dans les écoles, doivent montrer ce qui se passe effectivement sur le terrain.

Aujourd'hui, il y a une espèce de peur panique. Pourtant, durant le mois de septembre, les chefs d'établissement auront tendance à minimiser les conséquences des mesures Onkelinx. Pourquoi ? Pour ne pas accentuer un phénomène de rejet envers les écoles vivant ces difficultés. Il y a donc une espèce de pudeur à rendre publiques les difficultés que l'on vit.

Mais je crois que fin septembre, début octobre, tout le monde verra les séquelles des bombardements que nous avons vécus. Et alors, la sensibilisation renaîtra. J'ai le sentiment que, seuls, nous ne reprendrons en tout cas pas les mêmes actions que l'année passée. C'est à travers une action plus vaste que nous espérons atteindre des objectifs plus généraux.



Régis Dohogne

## Les profs flamands ont aussi des raisons de résister

Dix mille emplois menacés, des classes plus nombreuses, du stress pour tous !

Annemie Mels

Le ministre flamand de l'Éducation, Van den Bossche, espère conclure avec les syndicats un accord réformant l'enseignement secondaire. Après une manifestation massive, en février, contre le blocage des nominations, et sous la pression de la longue grève des profs francophones, le ministre a adapté sa tactique : il négocie les diverses parties de son plan, apporte quelques retouches quand il bute sur une résistance, mais

garde l'essentiel.

Face aux vives protestations contre la limitation du choix des études (notamment la suppression des langues modernes), il a fait marche arrière. Mais la dernière version de sa note, diffusée actuellement dans les écoles, maintient le principe : il y aura moins d'élèves dans le secondaire général. Quand les syndicats se sont déchainés contre les enveloppes de financement, il les a remplacées par des "enveloppes d'heures" qui en fait ont le même

contenu. Voilà comment il s'efforce de lamener la résistance syndicale et d'empêcher que les profs entrent en action.

Mais il est possible de contrer cette tactique. A condition de toujours revenir aux objectifs fondamentaux de l'enseignement. La note actuelle limitant le choix des études, il faut la resituer dans l'ensemble. Ce n'est pas un plan qui améliorera la situation des écoliers et des enseignants. C'est un plan qui veut diminuer les

dépenses de l'enseignement afin d'atteindre les normes de Maestricht. Et cela n'est possible qu'en licenciant des masses de profs.

La note d'orientation, rédigée en mars par Van den Bossche lui-même, prévoit de provoquer un "excédent structurel" (entendez : chômage). La note actuelle annonce des "effets budgétaires positifs". Selon le CVP, dans les cinq ou six années à venir, «14% du personnel actuel de l'enseignement secondaire partira en pension»(1). Cela représente une perte de dix mille

emplois, donc des classes plus nombreuses et moins d'aide individuelle aux élèves. Donc plus d'échec, plus de stress pour chacun. Il faut au contraire proposer, en accord avec les profs francophones, un refinancement de l'enseignement : cent milliards de plus par an. Donc ramener les dépenses du secteur à leur niveau 1981. Avant les destructions.

(1) Cellule CVP Enseignement, Onderwijsbrief nr. 1, 2/96, p. 16.



## Taxquet et Cie : des champignons qui poussaient sur le terreau créé par Cools lui-même

Kris Merckx

Avec les aveux du truand "Mimo" Castellino et la découverte de l'arme probable du crime, on a vraisemblablement avancé dans la clarification de l'affaire Cools. Mais le sabotage de l'enquête sous la pression de la direction du PS n'en est pas pour autant mis à jour. Ce que l'affaire a déjà bien éclairé, c'est la dégénérescence totale des partis socialistes, entièrement imbriqués dans le système criminel du capitalisme.

Pour la première fois dans l'histoire de la Belgique, un ex-ministre est accusé de meurtre d'un ministre d'Etat, appartenant au même parti, le Parti Socialiste. Alain Van der Biest, ex-bourgmestre de Grâce-Hollogne et ex-ministre. C'est à son cabinet que se serait tramé en 1991 l'attentat contre André Cools. Celui-ci était président du Parti Socialiste entre 1973 et 1983. Il a été longtemps l'autoritaire et incontesté "parrain" de la puissante fédération liégeoise du PS. Surnommé le "maître de Flémalle" (dont il était bourgmestre), c'est lui qui "faisait" et défaisait toutes les têtes politiques socialistes de la région. Dont Alain Van der Biest et Guy Mathot. On accuse à présent le premier d'avoir commandité le meurtre, on parle de l'autre officieusement. Les deux "dauphins" (voir p. 11) s'étaient retournés contre leur protecteur ces dernières années.

### Des tueurs à gage engagés à la demande du cabinet de Van der Biest

Avec son secrétaire privé Taxquet, Van der Biest avait déjà été accusé d'être le cerveau de l'attentat, mais tous deux avaient été relâchés (voir ci-contre). Cela a changé lorsque Domenico "Mimo" Castellino, récemment arrêté, a fait savoir qu'il avait hébergé en août 91, les deux tueurs tunisiens et les avait ramenés en Sicile. Castellino a aussi indiqué avoir jeté dans le canal de l'Ourthe un sac contenant les armes utilisées. A cet endroit, on a effectivement retrouvé un revolver du calibre de celui qui a tué Cools. Sur base de ces découvertes, Taxquet et Van der Biest ont été inculpés. L'ex-ministre des pensions et des Travaux publics wallons nie fermement toute implication. De nombreux observateurs mettent ouvertement en doute l'idée que Van der Biest, alors alcoolique et apathique, ait vraiment été le (seul) commanditaire du meurtre. Le détective privé Rogge avait été le premier à avancer la piste Van der

Biest dans le quotidien De Morgen. Il avait déclaré que Carlo Todarello, son informateur de l'époque, avait aussi indiqué Guy Mathot comme commanditaire. (1)

### Cools, ami du grand fraudeur Vanden Boeynants...

De ce meurtre, la plupart des journaux accusent des mafiosi infiltrés. Jean Guy parle de «gangsters qui ont gangrené les milieux ministériels» (2) Ceci escamote le fait que Cools lui-même avait construit un réseau maffieux autour de lui. Pour le construire, il avait copié les capitalistes privés auxquels il était très lié. Pourtant, Cools avait commencé sa carrière en tant que "rebelle" dans les années 60. Mais comme bien d'autres il était rapidement rentré dans les rangs et avait été récupéré. Ministre, il était devenu l'homme de confiance des grands capitalistes et le défenseur de leurs intérêts. Ceci le mit de plus en plus en conflit avec les syndicats, notamment durant la grande grève des électriciens de l'ALE. De 1969 à 1973, Cools fut vice premier ministre. Le chef du gouvernement était Vanden Boeynants, un PSC d'extrême droite devenu milliardaire dans des conditions louches. Cools est resté toute sa vie durant l'ami de VDB, même quand celui-ci a été condamné pour fraude. Voilà qui est très parlant. A la fin de l'année passée, Van der Biest a déclaré à l'hebdomadaire Humo : «André Cools fréquentait de grands capitalistes de droite. Il passait ses vacances dans la villa de Pierre Salik, à Juan-les-Pins. Il fréquentait Albert Frère, Vanden Boeynants, le baron Benoît de Bonvoisin.» (3) Plusieurs sources le confirment.

### ...et de l'escroc anticommuniste Przedborski

Le milliardaire Félix Przedborski était un autre grand ami de Cools. Ce Belge d'origine polonaise a construit sa fortune après guerre sur le trafic de devises et de

cigarettes. En 1981, il a escroqué la compagnie aérienne allemande Lufthansa pour près de 2 milliards de FB. L'affaire a ensuite été réglée à l'amiable. Son virulent anticommunisme a poussé Przedborski à travailler étroitement avec les services secrets américains. Il a participé à la livraison d'armes aux contra's nicaraguayens, financées par le trafic de drogue. Ce sinistre personnage «figurait en bonne place dans le carnet d'adresses de Cools» et maintenait également de bonnes relations avec les «socialistes» Willy Claes et Guy Spitaels, ainsi qu'avec Vanden Boeynants et le prince Alexandre (4). Récemment, ce gangster a perdu le statut diplomatique qu'il avait obtenu de la Costa Rica grâce aussi au soutien de ses amis politiques belges.

### «Je veux devenir le gangster du public»

Des capitalistes, Cools a appris comment acquérir pouvoir et richesses. Et il a appliqué ces principes. Son fils Marcel l'a dévoilé : «Mon père a dit un jour: «D'un côté, tu as les gangsters du secteur privé, moi je veux entrer dans l'histoire comme un gangster du secteur public»» (5) C'est avec cette idéologie capitaliste maffieuse que Cools a construit un empire économique autour des holdings Meusinvest et Néos, en s'appuyant sur son influence dans les intercommunales pures et mixtes et dans la société d'assurances Smap. Léon Lewalle, un des dirigeants de la Smap, est à présent suspecté d'avoir détourné près de trois milliards en Suisse. Est-il exagéré de comparer Cools et les politiciens qui l'entourent à la tête du PS liégeois, à des mafiosi. Ecoutez ce que Cools disait à des journalistes du Soir, un mois avant sa mort, en juin 91: «Voici un autre scandale en puissance ! Il s'agit d'une affaire immobilière à Charleroi où se sont passées de drôles de choses qui pourraient remonter jusqu'à Van Cauwenberghe. Et l'un des architectes qui m'a tenu au courant et fourni toutes les pièces de ce dossier. Je n'ai

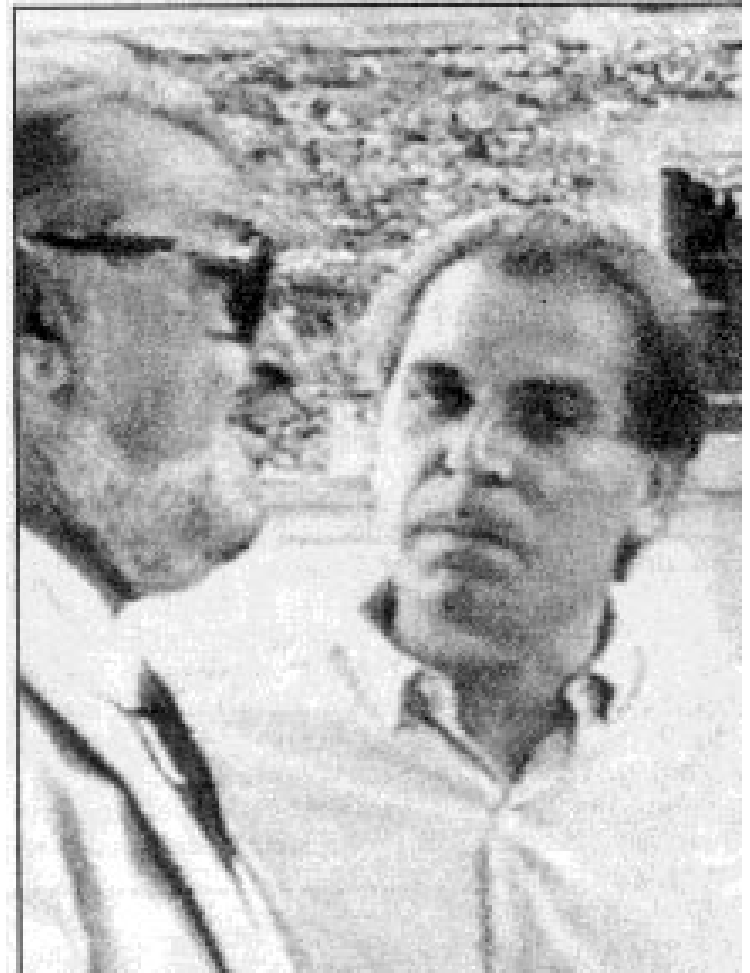
jamais parlé de cette affaire mais si on continue à m'emmerder...» (7) Etre au courant de crimes et scandales et les taire, sauf pour faire chanter un rival, voilà des pratiques typiquement maffieuses. Dans le cas présent, la victime du chantage est l'ancien bourgmestre de Charleroi Van Cauwenberghe, devenu ministre depuis.

### Van der Biest : donner des infos de police à un oncle-truand, est-ce tellement punissable ?

Le climat dans l'entourage de son "patron" Cools a aussi touché inévitablement Alain Van der Biest, le fils de métal qui a fait carrière au PS. «Van Der Biest est très ambitieux, sur les plans politique et financier. Pour ses placements privés en Suisse, il est conseillé par Bernadette Uhoda, qui fait partie de cette famille douteuse d'affairistes liégeois.» (6) La corruption de la police ou de la justice et autres pratiques maffieuses sont pour lui des choses ordinaires. En témoigne sa défense de l'ex-agent Taxquet : «qu'il ait demandé des renseignements sollicités par son oncle (un truand, KM) à la police de Grâce-Hollogne, ce sont des choses que je crois qu'il n'aurait pas dû faire. Mais enfin, est-il plus punissable que des tas de gens qui demandent à des copains policiers des renseignements détenus dans leurs fichiers.» (7) Van der Biest et son cabinet étaient le produit du climat maffieux qui touche l'ensemble de la direction du PS et le capitalisme en général. Taxquet et ses comparses ont prospéré sur le fumier que les dirigeants du PS ont eux-mêmes entretenu et qui est le bouillon de culture des mafiosi de toutes espèces.

1. VTM TV-nieuws, 7 septembre 96. 2. Le Peuple, 9 septembre 96. 3. Humo, 24 novembre 95. 4. De Morgen, 8 avril et 5 juillet 95. 5. Humo, 11 février 93. (6) Récité dans Le Soir, 7/9/96. (7) Walter De Bock in Humo, 24/11/1995. (8) Vander Biest, Les carnets d'un bouc émissaire, Serge Dumont en Pascal Vrebos, Le Cri, 1993, p. 119.

# Affaire Cools : du Parti social



En 1989 André Cools était l'hôte de Félix Przedborski au Cap d'Antibes en France. Cools, accompagné de son fils (au milieu) et de son fils (à droite) et son fils (à gauche) au contras du Nicaragua, était un proche de Cools. C'est auprès de tels capitalistes qu'il a pu coûter la vie. (Photo De Morgen)

## Historique de l'enquête

### Comment le PS a fait pression pendant

- 18 juillet 1991. Cools est assassiné de 6 balles de revolver à Cointe (un quartier de Liège), devant l'appartement de sa compagne Marie-Hélène Joiret. Celle-ci est grièvement blessée.
- La juge d'instruction Véronique Ancia, qualifiée de PSC, est chargée de l'enquête. Dès le début, le procureur général Léon Giet, un homme du PS et de la loge, charge le commissaire en chef Raymond Brose d'une mission parallèle. «Brose a alors pris par la main Ancia, encore non expérimentée. Il est devenu l'homme de liaison entre Giet et toutes les personnalités du PS qui en savaient davantage à propos de ce qui s'était tramé autour d'André Cools. Sur ordre de Giet, Brose devait filtrer toute l'information politique avant qu'elle aboutisse dans le dossier d'Ancia.» (1)
- Dix jours après le meurtre, Brose a reçu une lettre anonyme envoyée à la police de Liège et désignant Richard Taxquet et Alain Van der Biest comme étant les commanditaires du meurtre. Richard Taxquet, ancien gendarme (encore un !) et agent de police, était

- à l'époque le secrétaire privé d'Alain Van der Biest qui avait succédé à Cools en 1990 comme ministre wallon des Travaux Subsidés. Le commissaire Brose transmet directement à Taxquet une copie de la lettre mais se garde bien d'en parler à ses collègues enquêteurs ! Ceux-ci découvrent la lettre en novembre 1991 lors d'une perquisition chez la mère de Taxquet.
- Le 13 juin 1992, De Morgen titre : «Le cabinet Van der Biest a payé des tueurs». L'accusation provient de Carlo Todarello, jadis condamné pour l'attaque d'une banque et parent de Richard Taxquet par alliance. Celui-ci lui aurait demandé, en même temps que Van der Biest, de chercher un tueur à gages.
- A l'automne 1992, le juge d'instruction Connerotte de Neufchâteau ouvre une enquête sur un vol de titres, vol dans lequel seraient impliqués Taxquet et Todarello. Connerotte pense que cette affaire peut fournir la clé de l'élucidation du meurtre de Cools. Cools aurait compris que les titres volés devaient servir, notamment, à financer la campagne électorale



# ls : le noeud de vipères cialiste



bes en France. Sur une vidéo enregistrée à cette fête on voit Cools (à gauche) en  
ski, devenu milliardaire par des trafics, des escroqueries et des fournitures d'armes  
e tels capitalistes que Cools apprenait les pratiques maffieuses qui ont fini par lui

## quête Cools

n pendant 5 ans, via le procureur Giet

de Van der Biest. C'est pourquoi le cabinet de celui-ci voulait éliminer Cools. Taxquet, qui est emprisonné, et Van der Biest démen-

tent avec force. Après quelques temps, ils sont libérés. Todarello rétracte du reste ses déclarations.  
• 1er juin 1994. La Cour de

Cassation tranche le conflit ouvert entre le parquet de Neufchâteau et celui de Liège, où Brose rejette avec force la piste des titres volés.

Le dossier Cools est transmis intégralement à Liège.

• Juin 1966. Lors d'une perquisition chez Domenico "Mimo" Castellino, suspecté de faux-monnayage, des membres de la BSR liégeoise découvrent des indices relatifs à l'affaire Cools. Sans mandat formel d'Ancia, ils vont les vérifier en Italie. Intentionnellement, Brose n'est pas mis au courant.

• 5 septembre 1996. "Mimo" fait des aveux partiels à propos de sa participation au meurtre (voir ci-contre). Il indique Taxquet comme commanditaire. Celui-ci, qui était resté en poste comme agent de police à Grâce-Hollogne jusque jeudi dernier (!), est arrêté. Il passe aux aveux mais essaie de charger Van der Biest, qui est à son tour arrêté et inculpé.

• 8 septembre 1996. Brose démissionne de son poste de patron de la "cellule Cools".

1. Walter De Bock in De Morgen, 9 septembre 1996.

## Quittez ce parti qui vit du fric des capitalistes

Après l'affaire Agusta et la fraude d'Inusop, la mort d'André Cools prouve combien toute la direction du PS est impliquée dans une série de scandales. La plupart consistent en des affaires de corruption, dans lesquelles les grands capitalistes ont accordé, de manière illégale, des centaines de millions au PS.

En échange, le PS mène une politique qui, au cours des dernières années, a permis un transfert des poches des travailleurs vers les entreprises et les riches qui a atteint 600 milliards de francs par an. C'est ça son plus grand crime.

Rien qu'au constructeur d'hélicoptères Agusta, le PS a demandé 175 millions de pots de vin. (1) Une grande partie en aurait été détournée par l'homme d'affaire louche Léon-François Deferm, un intime de Guy Mathot. Selon Maurice Demolin, secrétaire du PS liégeois et échevin de Grâce Hollogne, Cools lui aurait souvent dit que Deferm l'avait "roulé". (2)

Camarades de gauche du PS, refusez d'être abusés pour couvrir les pratiques maffieuses de la direction du PS. Le PS n'est pas un parti ouvrier mais est vendu corps et âme au capitalisme. Brisez avec l'idéologie de la social-démocratie qui défend ce système criminel et le maintient debout. Ce n'est qu'en adhérant au PTB, que vous pourrez réaliser vos aspirations à une société socialiste juste.

1. Le Soir Illustré, 21 avril 1993. 2. De Morgen, 18 mars 1993.

**Recevez gratuitement le discours du 1er Mai de Ludo Martens "La direction du PS au service du capitalisme sauvage".**

En douze pages, le président du PTB présente une analyse fouillée et limpide de la politique du PS et de la véritable histoire de ce parti. Adressez-vous au secrétariat régional du PTB (adresses en p.19) ou au secrétariat national, bd. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles, tél. 02/513 66 26.

## "Ecuries puantes" : pas seulement en Wallonie

«Dans l'état wallon, il y a plus d'une écurie qui pue», écrit l'éditorialiste flamand Pol Vanden Driessche dans le Nieuwsblad à propos des affaires Cools et Dutroux. Et son collègue Dirk Achten du Standaard déplore «le climat général» au sud du pays, et «l'image d'un appareil politique pourri, partiellement infiltré par des maffiosi». Auparavant le ministre De Clerck avait déjà lâché un commentaire fort contesté, reliant l'affaire Dutroux à la situation générale de la Wallonie et... la grève des enseignants !  
Pouvons-nous rappeler à ces écrivains nationaux-flamands le meurtre du vétérinaire Karel van Noppen, commandité par la mafia des hormo-

nes du milieu 'flamand' des éleveurs ? Ou la corruption Agusta qui a touché les "socialistes flamands" Claes, Mangé, Vandenbroucke et Tobback tout autant que les barons du PS francophone ?

Ou la gigantesque fraude de la Kredietbank impliquant la famille de l'ex-ministre CVP Delcroix et d'autres capitalistes "flamands" ? Ou la fraude de Jean-Pierre Van Rossem dont ont profité les industriels "flamands" Vandevyvere, Wittouck (Sucrieries de Tirlemont) et même un membre de la famille royale belge ? Non, Messieurs, les pratiques maffieuses ne sont pas propres à la Wallonie, comme vous le suggérez, mais propres au capitalisme.

## Mathot et Van der Biest : "les dauphins"

Interviewé par Humo en février 93, le fils de Cools, Marcel Cools, a bien montré l'ambiance qui régnait dans le clan de son père assassiné : «La colère de mon père à l'égard de gens qui ne respectaient pas leur parole ou qui lui étaient infidèles était sans limites. Mon père avait nommé Guy Mathot *dauphin*. (...) Alain Van der Biest était le *dauphin* suivant. Il se sentait trahi par ces deux hommes qu'il avait à un certain moment considérés presque comme ses propres fils.»

"Dauphin", "fidèle" : des

termes et des principes du moyen-âge, lorsque les seigneurs et les vassaux devaient une confiance absolue à leur souverain. Cette idéologie féodale était à l'honneur dans le clan Cools, et dans tout le clan Cools. C'est aussi l'idéologie des "parrains" de la mafia.

Eux aussi frappent impitoyablement quand leurs "dauphins" deviennent "infidèles" et... ne les prennent pas en vitesse. Toute cette idéologie n'a absolument rien à voir avec les idéaux révolutionnaires et démocratiques du socialisme.

## Nihoul coursier de pots-de-vin PS

Jean-Michel Nihoul, cerveau présumé du réseau pédophile lié à Dutroux, a servi fin 1982 de coursier de pots-de-vin dans des affaires de corruption impliquant trois personnalités du PS-Liège... «Mais Nihoul aurait détourné la plus grosse part de l'argent et l'aurait investi dans un bar bruxellois. Les commissions provenaient de l'asbl Centre Médical de l'Est (CME), projet liégeois d'une trentaine de médecins qui tentaient de construire un tout nouvel hôpital... Selon le docteur Jean-Marie Guffens, ex-directeur de l'asbl, 3,5 millions auraient été versés en trois fois à des "politiciens locaux" » (De Morgen, 26/08/1996, p. 1). Nihoul multipliait les

contacts avec d'autres partis dont le PSC. Jusqu'à son arrestation, il était aussi en excellents termes avec l'ex-avocat Michel Van der Elst, ex-conseiller de Paul Van den Boeynants, ensuite condamné pour l'enlèvement de celui-ci.

Afin de se disculper d'avoir été présent à l'enterrement de Laetitia Delhez, le 9 août, Nihoul invoque sa présence à Givet avec Van der Elst. Le Morgen écrit à ce sujet : «Nihoul pourrait être le lien entre les entourages du socialiste André Cools et du social-chrétien Paul Van den Boeynants. Les deux politiciens avaient déjà été cités dans des scandales de moeurs.» (DM, 4/9/1996, p. 6)

## Moureaux : le fils spirituel de Cools peut-il être de "gauche" ?

Moureaux se laisse volontiers appeler "le fils spirituel de Cools". Mais après la mort de Cools, il a aussi hérité des affaires matérielles de son "père" : il a occupé pendant un certain temps la présidence du holding fondé par Cools, Néos. Que Moureaux, qui se prétend porte-parole de "l'aile gauche" du PS, défende bec et ongles Cools est aussi frappant que significatif. Une série de pratiques coolsiennes se retrouvent d'ailleurs aussi dans la fédération du PS bruxellois de Moureaux. Récemment Merry Hermanus a dû, après sa condamnation

dans le scandale Inusop, démissionner de son poste de député du PS et de président de la Société de développement régional de Bruxelles (SDRB). Sa femme, qui était sa suppléante aux élections, lui a succédé comme député au Conseil de Bruxelles-capitale, mais ses amis ont aussi procuré à Merry un nouveau poste bien payé auprès de la société anonyme Idim (Infrastructures et développements immobiliers). «Hassard ?» se demande Le Soir qui répond : «La SDRB détient justement 15 % dans cette société, détenue à plus de 70 % par le secteur privé et active dans le développement des zo-

nings industriels à Bruxelles. Aux yeux de certains, la collusion est à son comble : Tout ce petit monde s'entraide, Philippe Moureaux, Serge Vilain, Jean Thomas et Merry Hermanus, c'est la crème du PS bruxellois en chemise avec le gratin de l'immobilier.» (Le Soir, 25 mai 1996)

Les points de vue "de gauche" de Moureaux sont une façade. Celui qui défend bec et ongles un type comme André Cools, aux pratiques et connexions maffieuses bien connues (voir ci-contre), ne peut être de gauche.





## Lois-cadres : double spirale infernale

Résolution de la Direction Nationale du PTB

Les drames de Julie et Mélissa et d'An et Eefje ont démontré que la Justice et la gendarmerie se préoccupent bien peu du sort des enfants du peuple.

Il y a bel et bien un lien entre ces événements et les mesures d'austérité que le gouvernement prépare : ce système fonctionne pour les riches.

# De quoi sera fait l'automne ?

Pour arrêter les lois-cadres, spirale infernale de régression sociale

A cause d'un changement dans la méthode de calcul, les pensions seront revues à la baisse. Les femmes risquent de perdre 30 % de leur pension suite à la prétendue égalisation par rapport aux hommes. Le gouvernement veut imposer aux travailleurs un sacrifice de 80 à 110 milliards. Un nouveau Plan global est en gestation. Il ne s'attaquera ni aux fraudeurs de la Kredietbank, ni aux patrons pour les obliger à embaucher des jeunes, ni aux banques qui pillent les caisses de l'Etat. Mais il visera à diminuer les dépenses de l'assurance-maladie, à bloquer les salaires, à exclure davantage de chômeurs, à augmenter la flexibilité dans les entreprises. Quinze ans d'austérité n'ont pas contribué à résoudre la crise : le capitalisme est incurable. Les nouvelles mesures ne poursuivent qu'un seul but : améliorer la compétitivité. Elles ne feront qu'attiser la guerre concurrentielle, ce qui rendra la crise encore plus insoluble.

Cette logique absurde de la compétitivité accroît la résistance. Les sociaux-démocrates et les écologistes tentent d'éviter que la haine des gens ne se dirige contre le système et ils reprennent avec avidité les thèses du nouveau prophète Petrella. Celui-ci vitupère contre le culte de la compétitivité, tout en protégeant le système capitaliste lui-même. Il prétend que les conséquences catastrophiques de la guerre de concurrence peuvent être évitées par le "contrôle international". Mais celui qui analyse les désastres engendrés par le capitalisme et l'impérialisme ne peut aboutir qu'à une seule conclusion : ce système doit disparaître. Seul le socialisme peut améliorer durablement le sort des masses.



La logique concurrentielle est néfaste pour les travailleurs de tous les pays. Elle brise l'unité nationale et internationale des opprimés dans leur lutte contre la dictature du capital. Peinture de Somville, "Délégué syndical, la Pause", 1957.

Le fil rouge qui traverse les trois lois-cadres est le renforcement de la compétitivité. Le gouvernement veut que les travailleurs soutiennent "leurs" patrons face aux concurrents. La logique concurrentielle est néfaste pour les travailleurs de tous les pays. Elle brise l'unité nationale et internationale des opprimés dans leur lutte contre la dictature du capital et elle les entraîne toujours plus dans une spirale vers le bas. Moins les travailleurs seront assommés par cette logique de la compétitivité, plus ils combattront les lois-cadres et augmenteront leurs chances de gagner.

Les lois-cadres renforcent une double spirale de démantèlement.

Dans une première spirale, les travailleurs de toute l'Europe sont les dupes de la guerre commerciale des multinationales européennes contre celles des Etats-Unis et du Japon en vue de conquérir les marchés mondiaux. Le projet d'Union européenne émane des monopoles européens et vise à réduire les frais de production, à améliorer les infrastructures et à limiter les risques commerciaux. La clé de voûte de cette construction est l'Union monétaire européenne (UME) et la monnaie unique. C'est pour y parvenir que les gouvernements ont élaboré les "normes de Maastricht" qui "obligent" les gouvernements à diminuer leur

déficit budgétaire et la charge de leur dette. Les sociaux-démocrates (Delors, Van Miert...) sont les fervents défenseurs de ce projet patronal. Grâce à la loi-cadre UME, les sociaux-démocrates et les sociaux-chrétiens ont fourni au gouvernement des pleins pouvoirs lui permettant d'extorquer à nouveau la majeure partie des 80 à 110 milliards des poches des travailleurs.

Une autre face de la spirale de démantèlement européenne est le plan du socialiste Delors, l'ancien président de la CE, tendant à réduire à grande échelle les contributions patronales des entreprises européennes à la Sécurité sociale.

Le but est d'obtenir que les patrons européens ne payent pas plus pour l'assurance-maladie, le chômage ou la pension de leurs travailleurs que leurs concurrents américains ou japonais. Les patrons européens s'accommoderaient évidemment mieux du modèle d' (in)sécurité sociale américain. Mais ils acceptent volontiers que les travailleurs payent eux-mêmes leur Sécu. C'est ce qu'on appelle aujourd'hui le "financement alternatif" de la Sécu. La guerre concurrentielle vise la conquête des marchés mondiaux. Si la crise s'approfondit davantage, les grandes puissances impérialistes défendront leur part de marché non plus avec l'arme de la compétitivité, mais avec les armes tout court. La concurrence commerciale mène à des agressions militaires et à la guerre. Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée l'orage. Cette guerre impitoyable de la concurrence provoque une deuxième spirale de démantèlement à l'intérieur même de l'Europe. Lorsque Dehaene imposait le blocage des salaires en 1993, il déclarait : «Aucun pays n'a fait cela avant nous. Cette mesure nous procurera un avantage concurrentiel considérable». (1) La norme salariale actuelle est à nouveau destinée à devancer les capitalistes "amis". Elle aligne les salaires nominaux (index compris) sur ceux de l'Allemagne, de la France et des Pays-Bas. Cette mesure suscitera évidemment des mesures similaires dans les pays voisins. Elle renforce dans toute l'Europe le transfert de richesse des travailleurs vers les patrons et les riches et provoque l'appauvrissement des masses de la population, ce qui approfondit encore la crise.

## PS et SP : deux partis incurablement anti-ouvriers

Pour que la lutte contre les mesures gouvernementales puisse se développer de manière efficace et contribuer à la préparation de la révolution socialiste, nous devons briser toutes les illusions dans les partis "socialistes".

Les dirigeants du PS et du SP ont trahi toutes leurs promesses électorales. Au lieu d'empêcher la privatisation, les ministres socialistes Coëme, Daerden et Di Rupo ont vendu les entreprises publiques, CGER, Distrigaz, SNCI et Belgacom au privé. Et ceci à un

rythme que les libéraux n'auraient jamais pu se permettre.

Au lieu de défendre l'index, le gouvernement Dehaene-Di Rupo a introduit l'index "santé" qui ne tient pas compte du prix de l'essence, du tabac et de l'alcool. Un véritable trucage qui nous a déjà coûté 2 % de notre pouvoir d'achat, autant qu'un saut d'index. La non-indexation des barèmes fiscaux nous a coûté davantage. Au lieu de défendre l'enseignement, Laurette Onkelinx (PS) et Luc Van den Bossche y suppri-

ment des milliers d'emplois. Au mouvement de protestation des enseignants et des écoliers francophones, le PS a répondu en envoyant la gendarmerie et la police.

Beaucoup de progressistes ont voté PS pour arrêter les libéraux et les fascistes. Mais entre-temps, les ministres SP Tobback et Vande Lanotte ont réalisé 12 des 70 points du programme du Vlaams Blok. Ils ont aussi renforcé sans cesse la gendarmerie, la force anti-ouvrière par excellence. Ils sont

donc les artisans d'une fascisation inquiétante du régime. Le PS et le SP ont gagné les élections de 1995 en promettant de sauvegarder la Sécurité sociale. Mais aujourd'hui, ils préparent un démantèlement historique de ce secteur grâce aux pouvoirs spéciaux !

Tout cela démontre à suffisance que le PS et le SP ne sont nullement les relais politiques des syndicalistes mais bien des groupes capitalistes. Dans son discours du 1er Mai 96, le président du PTB Ludo Martens a expliqué que les

dirigeants socialistes ont joué un rôle clé dans la sauvegarde du système criminel et inhumain qu'est le capitalisme. Dans les semaines à venir, nous diffuserons ce discours à grande échelle parmi les syndicalistes et les progressistes, pour les convaincre qu'il est impossible de transformer le PS. Les gens de gauche doivent rompre leurs liens avec ce parti et rejoindre le PTB. C'est la seule manière de fournir un véritable relais politique au mouvement ouvrier.



# "Sinon, c'est la guerre..."

## Le gouvernement promet le paradis car il craint une nouvelle vague de grèves

Pour empêcher une nouvelle vague de grèves, comme en 1993, PS et PSC tentent de faire avaler la pilule par des promesses mensongères.

**1. Le gouvernement prétend** qu'en réduisant le déficit budgétaire et la charge de la dette, l'union monétaire européenne, "libère des moyens pour l'emploi et le sauvetage de la sécurité sociale". Or, tous les moyens libérés jusqu'à présent par les sacrifices imposés aux travailleurs ont abouti dans les poches des riches et des entreprises. Entre 1987 et 1995, sous la coalition actuelle, les revenus de la fortune (intérêts, dividendes, loyers) ont augmenté de 932 milliards à 1.611 milliards. Entre 1991 et 1995, le revenu net réel (après impôt et déduction de l'inflation) des fortunes et des entreprises a augmenté de 11 % à 15 %. Durant ces quatre années, le revenu net du travail (salaires et revenus de remplacement) a augmenté de 0 %. La politique de crise des socialistes ne diffère en rien de celle des libéraux : piller les travailleurs pour faire des cadeaux aux patrons et aux plus riches.

**2. Le gouvernement prétend** que «la défense de la compétitivité est la condition de base pour défendre l'emploi». Sous ce prétexte, depuis quinze ans, il s'attaque au salaire. Par les trois sauts d'index en 84, 85 et 86, l'index-santé et le blocage salarial de 94-96, il s'en est pris au salaire direct. Par les exemptions ou les réductions des cotisations patronales à l'embauche de jeunes, de travailleurs à bas salaire et de chômeurs, il a déjà donné aux patrons durant ces dernières années un cadeau de 90 milliards. Les primes à l'embauche n'ont servi qu'à remplacer des travailleurs plus âgés par des jeunes et des chômeurs qui touchent un salaire inférieur. Depuis le Plan global de 1993, le chômage n'a pas diminué. En outre, 615.168 chômeurs ont été suspendus ou n'ont pas été admis entre 1992 et 1995. 509.477 (82 %) chômeurs ont été exclus pour une période indéterminée, la plupart pour une longue période. Le gouvernement n'a pas combattu le chômage mais les chômeurs.



Pour empêcher une nouvelle vague de grèves, comme en 1993 (photo), PS et PSC tentent de faire avaler la pilule par des promesses mensongères.

La norme salariale sert également à empêcher la lutte pour la semaine de 32 heures avec maintien du salaire et embauches compensatoires. Au nom de la sauvegarde de l'emploi, on empêche la seule mesure qui puisse créer des emplois à grande échelle. La loi-cadre sur la sauvegarde de la compétitivité prévoit qu'une réduction du temps de travail ne peut être accordée que "dans la mesure où la hausse nominale du coût salarial qui en résulte se situe dans les marges disponibles" (2).

Les patrons ne créeront donc de l'emploi que si cela ne leur coûte rien et de préférence s'ils reçoivent des cadeaux en plus. Le Plan global de 1993 leur a rapporté 4,5 millions pour chaque nouvel emploi.

**3. Le gouvernement promet** que tous les sacrifices porteront doublement leurs fruits lorsque l'Union européenne sera réalisée. Mais les sacrifices ininterrompus au nom de Maastricht renforcent la haine des travailleurs envers cette Europe du capital.

A cette résistance croissante, PSC et PS répondent : malheur à vous et à nous si l'Europe se disloque.

Les catastrophes sociales, économiques et politiques seraient indescriptibles. Cela conduirait même à la guerre...

L'Europe actuelle n'est-elle pas déjà un désastre social et économique ? Lors de la réalisation du marché unique en 1992, on promettait que le chômage diminuerait de 5 millions. En réalité, il a augmenté de 5 millions. L'effondrement de l'Union européenne serait uniquement une catastrophe pour le patronat. Pourquoi le sort des travailleurs serait-il pire en Belgique que sous le joug d'une Europe agressive ? En tout cas, les conditions de lutte pour l'amélioration sociale et pour le socialisme seront moins favorables dans le contexte de l'Europe patronale. Lors du débat de la Chambre sur la loi UME, le ministre Van Rompuy (CVP) a cité le chancelier Kohl qui avait déclaré que «si l'union monétaire européenne échouait, il faudrait tenir compte du risque de guerre». Mais la plus grande menace de guerre ne provient-elle pas de la rivalité croissante entre les grands blocs et de leur combat pour le contrôle des zones stratégiques ? La construction européenne permet à l'Allemagne

d'étendre son contrôle politique et économique à l'ensemble des pays de la grande Europe. La Yougoslavie nous a donné un avant-goût des guerres qui se préparent entre les Etats-Unis et l'Allemagne pour étendre leurs zones d'influence. A l'avenir, les énormes champs pétroliers de la mer Caspienne pourront devenir un nouveau foyer de conflits. Sociaux-démocrates et sociaux-chrétiens veulent que l'Europe entière, avec une armée européenne unifiée sous commandement allemand, marche comme un seul homme derrière l'Allemagne.

### Pouvoirs spéciaux

La crise croissante révèle de plus en plus la véritable nature de la démocratie bourgeoise. Le grand capital dicte sa loi et défend ses intérêts. S'il le faut, par la force et la répression. Les services de répression se préparent à la lutte sociale. Même en temps de paix, la gendarmerie consacre 54 % de son temps et de ses moyens au maintien de l'ordre. Récemment, des fuites ont révélé que l'armée s'occupe de manière intense d'espionnage contre le prétendu

"ennemi intérieur".

Au printemps dernier, PS et PSC ont voté le décret qui licencie 3.000 enseignants, sous la protection des autopompes et des barbelés de la gendarmerie. Le recours aux lois-cadres démontre aujourd'hui que même une procédure d'approbation parlementaire est jugée trop encombrante.

### Unité des travailleurs

Le gouvernement garde le nationalisme, la surenchère communautaire et le racisme comme atouts pour diviser les travailleurs dans leur lutte contre la politique gouvernementale.

Malgré le million de signatures pour la pétition Objectif 479.917, le gouvernement refuse d'accorder des droits politiques et sociaux égaux aux immigrés résidant en Belgique depuis cinq ans. Par le maintien de discriminations légales, les racistes se sentent légitimés et la lutte commune des travailleurs belges et immigrés est minée.

Les partis gouvernementaux ne veulent pas mettre l'union monétaire européenne en danger en lançant le débat sur une nouvelle phase dans la réforme de l'Etat. Cela ne les empêche pas de diffuser leurs mensonges à propos des soi-disant transferts flamands vers la Wallonie en matière de Sécurité sociale. Le SP approuve entièrement la logique du nationalisme débile. Début 1993, Frank Vandembroucke, président du SP, déclarait : "Nous sommes fédéralistes et nous considérons aujourd'hui la fédéralisation comme un processus positif". Le caractère positif de ce processus peut être mesuré aux résultats de la fédéralisation de l'enseignement exigée par le PS et le SP. L'année scolaire passée, la socialiste Onkelinx a licencié 3.000 enseignants. Cette année, le ministre Van den Bossche s'apprête à appliquer les mêmes plans. Au cours des années 80, les socialistes ont d'abord restructuré la sidérurgie wallonne et ensuite les mines limbourgeoises.

Nous ferons tout pour que les travailleurs du Nord et du Sud, Belges et immigrés, soient unis pour une lutte commune.

## Que vise la lutte du PTB ?

Le PTB reste fidèle aux idéaux du socialisme et à travers la lutte, construit les forces nécessaires au renversement du capitalisme. Notre programme économique connaît un succès croissant. Nous combattons les illusions sur la possibilité de "réformer" le capitalisme par une redistribution des richesses. Ces réformes peuvent alléger certains maux du système, mais sont incapables de les guérir. La racine du mal c'est la propriété privée des moyens de production. Nous appelons les travailleurs à lutter pour leurs revendications, afin d'améliorer leur sort et pour faire par eux-mêmes l'expérience de la nécessité du socialisme.

Nous nous battons pour une distribution équitable des revenus et contre le chômage, aux frais des

patrons. La semaine des 32 heures sans perte de salaire permet de créer 330.000 emplois à temps plein. Son application coûterait 250 milliards à financer par les bénéfices patronaux qui, de 1980 à 1994, ont augmenté de 241 à 821 milliards.

Le scandale de la fraude fiscale à la Kredietbank démontre que ce pays compte un tas de super-riches. 233 entreprises belges et familles riches — la pointe de l'iceberg — ont fait blanchir 23 milliards via la KB-Luxembourg. Cette affaire montre que la seule politique budgétaire correcte, c'est faire payer les fraudeurs, les banquiers, les grandes entreprises et les grosses fortunes.

Cette fraude démontre la justesse de notre alternative budgétaire.

D'abord, il faut faire payer les banques qui profitent des 10.000 milliards de la dette publique. Un prêt obligatoire à un taux d'intérêt avantageux rapporte à l'Etat 50 milliards par an. Ensuite, il faut faire payer les entreprises. Depuis dix ans, les gouvernements successifs ont diminué le taux de l'impôt sur les sociétés qui atteint 20 % aujourd'hui. Le rétablissement du taux de 1985, c'est-à-dire 40 %, rapporte 150 milliards par an. En troisième lieu, un impôt de 2 % sur les fortunes excédant 20 millions rapporte 100 milliards par an. Quatrièmement, porter l'impôt sur les revenus au même niveau que celui sur le travail rapporte 125 milliards par an. A présent, les revenus du capital sont moins imposés que ceux du travail.

Cinquièmement, l'impôt des personnes physiques doit être réellement progressif et frapper davantage les revenus les plus élevés. Cela rapporterait 75 milliards par an. Total : 500 milliards. Nous rejetons la norme salariale, qui empêche la lutte pour les salaires. Nous nous battons pour le maintien des cotisations sociales, le moyen de financement le plus stable de la Sécurité sociale et la meilleure garantie pour son maintien. Nous nous opposons à la scission de la Sécu.

Nous luttons en outre pour l'interdiction de licencier des délégués et contre l'intervention des tribunaux dans les conflits sociaux, pour l'égalité totale entre Belges et immigrés, pour la suppression des réformes fédéra-

les, le retrait de l'Union européenne, la dissolution de l'Eurocorps et de l'Otan et pour l'interdiction des interventions militaires dans le tiers monde.

L'ensemble de ce programme est réalisable sous le capitalisme, à condition qu'il soit soutenu par un large mouvement de masse, assez puissant pour imposer une lutte de classe révolutionnaire. En poursuivant la campagne référendum et en propageant une grève générale contre la politique du gouvernement, nous travaillons à la construction de ce large mouvement de masse.

1. FET, 25 novembre 1993. 2. Exposé des motifs, p. 4.



## EN BREF

## Nicaragua

## La faillite de la social-démocratie

A Managua, les familles pauvres vivent sur des décharges. Leurs enfants reçoivent une tasse de café en guise de déjeuner et ils vivent des débris déversés tous les jours sur la décharge.

Le FSNL a abandonné tous les principes révolutionnaires et adopté une idéologie social-démocrate. Daniel Ortega, le candidat sandiniste à la présidence, déclare : «Plus d'expropriations. Nous voulons un gouvernement de et pour tous les Nicaraguayens, sans idéologie spécifique».

Le dernier congrès sandiniste a-t-il élu Juan Caldera comme candidat à la vice-présidence pour les élections prochaines. Celui-ci est le représentant d'une organisation patronale de droite et président de diverses organisations de grands propriétaires terriens (Bulletin d'information Nicaragua, août 1996)

## Bulgarie

## Crise croissante

En Bulgarie, la misère croissante crée un climat de panique. Le prix du pain a triplé en trois mois, alors que la moisson s'annonce comme la plus mauvaise depuis des décennies. L'année dernière, le coût de la vie a triplé. En avril, on avait déjà calculé qu'une famille de quatre personnes avait besoin de 350 dollars par mois pour vivre. Or le salaire moyen a baissé de 112 dollars en janvier à moins de 60 aujourd'hui.

Les pensions sont fixées à un minimum de 12,5 dollars. Presque personne ne sait encore comment il passera l'hiver. Ceux qui le peuvent construisent des réserves à grande échelle : sucre, huile, farine disparaissent des magasins. (Het Handelsblad, 29 août 1996)

## Bulgarie

## Unification des communistes

Pas moins de sept partis communistes différents se sont réunis afin de créer un organe de presse commun. Le nom de l'organisation : "Association des partis communistes et d'ouvriers de Bulgarie". Elle éditera une revue théorique ("Nouveau travail ouvrier") et un hebdomadaire ("Tribune").

(Lettre de Dimitar Mutushev de Sofia, 2 août 1996)

## Chine

## Réponse aux mensonges sur le Tibet

L'un des thèmes préférés des campagnes anticommunistes à propos du Tibet est que les autorités chinoises veulent anéantir le peuple tibétain en lui imposant une politique familiale sévère et en favorisant une immigration systématique de Chinois hans (ethnie majoritaire dans le pays) dans la région.

Ces mensonges manifestes sont contredits par le recensement de la population du 1er octobre 1995. Le Tibet compte 2.389.000 d'habitants, soit 193.000 habitants de plus qu'en juillet et la population d'origine han a diminué de 3,7% en 1990 à 3,3% aujourd'hui. (Beijing Information, 2 septembre 1996)



A Stockholm, on a séparé le problème de la prostitution infantile de ses causes sociales.

# Prostitution infantile

## Protéger l'enfance contre le capitalisme

**Nous avons interviewé Geert Cappelaere du Centre pour la Défense des droits de l'enfant, situé à l'université de Gand. Il revient de Stockholm où il a participé au congrès mondial contre la prostitution infantile.**

Tony Busselen

**L'affaire Dutroux a focalisé toute l'attention de ce congrès sur la Belgique. Etes-vous satisfait des résultats ?**

**Geert Cappelaere.** Ma crainte que ce congrès s'enfonce et s'enlise dans le problème de l'exploitation commerciale du sexe s'est révélée en grande partie justifiée. Le congrès n'a guère établi les liens avec le contexte plus large et les facteurs sociaux qui sont à l'origine du développement de la prostitution infantile.

**Le ministre des Affaires étran-**

**gères Derycke a pris la parole au congrès et le Premier ministre Dehaene a fait une déclaration sur la prostitution infantile.**

**Quelle est votre évaluation de l'action du gouvernement en la matière ?**

**Geert Cappelaere.** J'aimerais bien un moment me bercer dans l'illusion qu'ils ont compris la gravité du problème. Mais je crains fort que je serais amené dans deux, trois mois à déchanter, car une politique qui s'attaque au fond du problème suppose qu'on soit prêt à mettre en cause certaines dynamiques de la société.

**A quelles dynamiques pensez-vous ?**

**Geert Cappelaere.** Nous devons certainement nous interroger sur la société ultralibérale dans laquelle nous vivons aujourd'hui et où tout est possible, l'exploitation de l'homme par l'homme et même les formes les plus extrêmes d'exploitation de l'enfant. Mais nous devons également voir plus loin que la Belgique et considérer la question au niveau international. Cela nous place sur le terrain des relations internationales et de la coopération au développement, où il faudra développer une politique nouvelle plutôt que de perpétuer les rapports actuels. La pauvreté dans le tiers-monde doit être combattue. La question est de savoir comment on peut donner une chance au développement rural face à la concurrence du grand capital.

# OTAN en emporte la Tchéquie ?

## Appui social-démocrate pour installer des bases nucléaires

Tony Busselen

Au moment où s'étend le mouvement pour supprimer les armes nucléaires, l'OTAN et ses alliés préparent la propagation des armes nucléaires en Europe de l'Est. En Tchéquie, ils peuvent pour cela compter non seulement sur l'aide du gouvernement conservateur mais aussi sur le soutien crucial du parti d'opposition social-démocrate. Le gouvernement de Vaclav Klaus a introduit la semaine passée au parlement tchèque

une proposition pour réviser la loi sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Celle-ci interdisait l'installation d'armes nucléaires sur le territoire tchèque. Mais c'est un obstacle à l'entrée de la Tchéquie dans l'OTAN. En effet, l'importance stratégique de la république tchèque pour l'OTAN se réduit considérablement s'il lui est interdit d'y stocker des armes nucléaires.

Mais la population est fortement opposée à ce projet : 54%

sont contre l'appartenance du pays à l'OTAN contre 17% d'avis favorables et 29% de doutes. Pour faire passer sa proposition au parlement, le gouvernement compte donc sur le soutien indirect du parti d'opposition social-démocrate. Formellement, les socialistes sont partisans d'un référendum sur l'appartenance à l'OTAN. Ils s'abstiendront donc. Il suffit que deux parlementaires sociaux-démocrates soient absents lors du vote pour que la majorité gouvernementale du

# Poésie noire

Amiri Baraka est un poète américain. Sa renommée lui vient de ses activités dans le mouvement révolutionnaire noir Black Power ("pouvoir noir") dans les années 60. Aujourd'hui, il est un adversaire radical de toute forme de racisme et plaide pour la création d'un parti communiste. «Je ne vois pas de différence fondamentale entre le parti démocrate et le parti républicain. A eux deux, ils incarnent ce qui a de pire dans le monde. Entre un menteur comme Clinton et un conservateur d'extrême droite comme Bob Dole, c'est choisir entre la peste et le choléra. La situation des pauvres est plus catastrophique que jamais. Mon idéal est d'organiser un parti communiste aux Etats-Unis. Le racisme est stupide : toutes ces disputes sont basées sur des mensonges. Alors que les ouvriers juifs et noirs s'affrontent, la bourgeoisie observe en riant. Car bourgeoisie, blanche, noire ou juive, ils exploitent tous la classe ouvrière» (De Morgen, 31 août 1996).

# Suharto, le barbare

Les barbaries actuelles montrent la pourriture qui caractérise ce régime indonésien, bâti sur les cadavres de plus d'un million de personnes massacrées en 1965. La suppression brutale des droits démocratiques en Indonésie a permis à la clique dirigeante de Suharto et à ses maîtres impérialistes de piller les ressources naturelles de l'Indonésie et d'exploiter la main-d'oeuvre indonésienne dans les mines d'extraction et les plantations pour un salaire de seulement 60 à 90 FB par jour. Nous soutenons toutes les forces démocratiques et le peuple indonésien dans leur farouche résistance contre le régime de Suharto. (...)

Nous sommes confiants que le peuple indonésien et les forces révolutionnaires continueront à promouvoir la résurgence du mouvement révolutionnaire. (extraits de la déclaration du comité central du Parti communiste des Philippines, 5.08.96)

Premier ministre Klaus réussit son coup.

L'attitude des sociaux-démocrates lors des votes ces deux derniers mois indique que Klaus peut dormir sur ses deux oreilles. Récemment, trois parlementaires socialistes étaient absents lorsqu'a été votée la proposition gouvernementale qui prévoyait la restitution à l'Église catholique de 220.000 hectares, propriétés de l'Etat sous le socialisme. (Postmark Praha 132, 27 août 1996)



# A présent, Maredret sait !

Les gens sont indignés par la présence des soeurs bénédictines

**Week-end d'action de la Ligue Anti-impérialiste à Maredret, dont le convent abrite deux nonnes complices du génocide rwandais.**

Toni Busselen, Hilde Meesters

Près de cent visiteurs, 609 signatures pour la pétition s'opposant à la présence d'assassins rwandais en Belgique et dénonçant la complicité de la Belgique, des dizaines de journaux Solidarité Internationale et Solidaire vendus... Un bon point de départ pour la nouvelle saison de la Ligue Anti-impérialiste.

Nous avons eu de nombreuses conversations avec les gens qui faisaient leur marché à Namur et avec les touristes visitant l'abbaye de Maredret, qui montrent l'indignation générale suscitée par la présence des soeurs Gertrude et Kizito dans les cloîtres de Maredret et Ermeton, alors qu'elles sont complices de la mort de sept mille réfugiés.

En chantant une version adaptée de "Soeur Gertrude", les manifestants se sont rendus en cortège vers l'abbaye de Maredret, le samedi dans l'après-midi et la soirée. Des témoignages émouvants concernant le massacre de Sovu ont été lus, et pour terminer, Godeberthe a interprété, accompagnée de quelques autres Rwandais, plusieurs chants exprimant clairement que les coupables ne



Les manifestants se sont rendus en cortège vers l'abbaye de Maredret. Des témoignages émouvants sur le massacre de Sovu ont été lus. Des Rwandais ont chanté que les coupables ne devaient pas rester impunis.

resteront pas impunis.

Les parents d'enfants enlevés ont été régulièrement abandonnés par les forces de l'ordre belges ces dernières années, mais pour les soeurs bénédictines de Maredret, les règles sont différentes. Elles ont fait appel au père Odon de Maredret, lequel a mobilisé immédiatement le bourgmestre d'Anhée, Luc Piette. Le père Odon, le bourgmestre et le commandant de la gendarmerie d'Yvoir, Labille, ont décidé d'employer les grands moyens, vu l'origine "politique" de la manifestation. Le mégadistrict de la gendarmerie a été mobilisé, huit gendarmes à cheval sont venus de

Bruxelles, et, durant tout le week-end, les véhicules de police et de gendarmerie, des gendarmes à cheval et des agents de la BSR ont défilé dans le petit village.

Des semaines à l'avance, la police et les pères de Maredret avaient fait pression sur le propriétaire du camping les Viviers, où nous avons installé nos tentes, pour qu'il refuse notre présence. Mais sa réponse a été claire : «Je donne accès à mon camping à qui je veux». Les habitants qui se rendaient à la messe de Maredret le dimanche matin étaient escortés par la gendarmerie. Toute

l'activité de propagande à Maredret s'est déroulée sous la surveillance des gendarmes à cheval et des combis.

Les responsables du génocide rwandais, contre lesquels la LAI mènera des actions cette année, ont sur leur conscience la mort de centaines de milliers d'adultes et de milliers d'enfants. La terreur de la gendarmerie à Maredret prouve que la hiérarchie de l'Eglise catholique utilisera tous les moyens pour protéger ces assassins. Rejoignez la LAI dans sa campagne contre les assassins rwandais. Pour tout renseignement : 02/513.53.86.

## Commémoration du meurtre du Che

Ana Fidelia Quirot, invitée de l'Initiative Cuba Socialista à l'ULB

Pol De Vos

Le 12 octobre l'Initiative Cuba Socialista (ICS) organise une grande fête de solidarité. Cette année l'athlète cubaine Ana Fidelia Quirot est notre hôte centrale : «Je me rends compte que mes succès sportifs ont été possibles grâce à la révolution, parce que Cuba connaît le socialisme, qui nous offre la possibilité de nous développer complètement, non seulement comme athlètes, mais surtout comme êtres humains vivant dans la dignité et la liberté».

Avec son titre de championne du monde et avec son temps de 1'56"11 qui lui a valu la médaille d'argent sur les 800 mètres aux Jeux Olympiques à Atlanta, Ana Fidelia Quirot y a réalisé un des plus grands exploits sportifs.

### Débats

• A partir de 13h : stands d'information, livres, bar, sandwiches. A partir de 14h :

programme pour enfants.

• 14-15h30. Mayda Alvarez Suarez et Ana Fidelia Quirot, deux femmes, deux générations, une révolution. Mayda Alvarez Suarez, la dirigeante du mouvement à la base et chercheur scientifique. Ana Fidelia Quirot, l'athlète et championne du monde.

• 14-15h30. Une nouvelle politique économique à Cuba. Vieilles recettes sous une forme nouvelle ? Débat entre Marc Van Camp, journaliste à la BRTN, spécialiste de Cuba et Marc Vandepitte, écrivain.

• 16-17h30. Ana Fidelia Quirot. Le sport pour le peuple au plus haut niveau.

• 16-17h30. Les femmes à Cuba, une révolution au sein de la révolution, avec Mayda Alvarez Suarez, membre de la direction nationale de la Fédération des femmes cubaines (FMC).

• 18h. Meeting de clôture

• 20-21h30. Poèmes pour le Che. Evocation de la musique et de la poésie dédiées dans le monde à

Che Guevara

### Nuit du film cubain

• 20h "La mort d'un bureaucrate" (1966 - 85 min.)

Un film de Tomàs Gutiérrez Alea, réalisateur de "Fresa y Chocolate".

Un ouvrier modèle meurt lors d'un accident de travail. Il est enterré avec son livret de travail - sa fierté et le symbole de sa dignité de prolétaire. Cependant, sa veuve a besoin d'une copie dudit livret pour toucher une pension. Il faut donc déterrer le cadavre. Mais à cet effet, il faut entre autres présenter le livret... Suit une inextricable série d'aventures administratives qui donne lieu à une satire mordante. Film sorti en 1966 au moment où le parti communiste cubain menait depuis deux ans une campagne contre la bureaucratisme.

• 22h. "Mémoires du sous-développement" (1968 - 90 min.)

du même réalisateur. Un jeune bourgeois décide de rester à Cuba alors que sa famille quitte le pays pour se rendre aux Etats-Unis. Sa vie, ses problèmes d'adaptation, un regard sur son passé et celui de Cuba. Au moyen de flashbacks et de documentaires de la révolution, Alea nous offre une image de cette révolution et la position mi-fidèle mi-raïsin adoptée par la petite bourgeoisie au moment où il fallait faire un choix.

• 24h. "Lucia" (1970 - 155 min.). Un film saisissant du régisseur Humberto Solas traçant l'histoire de trois femmes au même prénom qui ont vécu successivement durant trois périodes révolutionnaires : 1895, 1933, 1962.

Entrée : entre 200 et 450 F en fonction du programme.

Cartes en prévente (100 F à l'ICS, 02/513.53.86) donnent droit à une réduction de 150 F sur le prix d'entrée. Etudiants et chômeurs : 50 F de réduction extra. Carte familiale : 1.000 F.

## AGENDA

### Anvers

**Lundi 16 septembre, 20h**

"Penseurs politiques africains. Le Socialisme africain de Julius Nyerere". Une approche critique sur base de l'étude de Mzee Abdul Rahman Babu de Tanzanie. Orateur : Mohammed Hassan (Ethiopie). Conférence en anglais avec traduction en néerlandais et français. Infocentrum PVDA, Van Arteveldestraat 5, Antwerpen (à 300 m de la gare centrale). Entrée : 40 F. Org. : Ligne d'alarme racisme, Frontières ouvertes, Ligue Anti-impérialiste. Info : 03/366.05.69.

### Bruxelles

**Dimanche 15 septembre, à partir de 15h**

Au goûter à La Clé. "Julie, Mélissa, An, Eefje, Loubna... Que font la justice et la gendarmerie pour les enfants du peuple ?" Après-midi d'information avec l'avocat Jan Fermon, témoignages de familles... Rue de la Ruche 28 (parallèle à la Chaussée d'Haecht), 1030 Schaarbeek. Info : 02/245.98.50.

**Mardi 17 septembre, 20h30**

"Loin du Vietnam". Film de Joris Ivens, William Klein, Claude Lelouch, ... Film de 1967, auquel 150 cinéastes, scénaristes, reporters, techniciens et dessinateurs ont apporté leur collaboration. Suivi d'un débat sur le film collectif. Entrée : 160 F. Espace Delvaux, place Keym, Watermael-Boitsfort. Info : Le P'tit Ciné 02/376.78.21.

**Vendredi 27 septembre, 20h**

Faut-il faire confiance à gendarmerie et à la justice après l'affaire Julie et Mélissa ? Débat avec Francine Lyna, magistrate, ancienne juge d'instruction; Michel Bouffieux, journaliste à Télé-Moustique; Jan Willems, journaliste au magazine Panorama; Herwig Lerouge, journaliste à Solidaire. Centre International, 171 Bd. Lemonnier, 1000 Bruxelles. Info : 02/513.79.41. PAF 100 F.

### Liège

**Dimanche 15 septembre, 9h30**

Petit-déjeuner au chantier de la nouvelle maison du PTB, rue Mathieu Laensberg 20, Liège.

Café, croissants et plan d'aménagement du nouveau secrétariat et de la salle "Sébastien Laruelle". José Sterkendries, architecte, expliquera les travaux à effectuer.

Visite de la maison, comment financer les travaux.

Réservation : 041/64.73.33, 041/37.70.41, 041/28.09.49.



INITIATIVE CUBA SOCIALISTA  
Journée nationale de solidarité - Commémoration de la mort de CHE GUEVARA  
SAMEDI 12 OCTOBRE  
à partir de 13 heures - à partir de 14 heures culture  
ANA FIDELIA QUIROT  
Championne mondiale, 800 mètres  
des Femmes - Cuba  
WILMA ESPIN  
présidente de la Fédération  
des Femmes - Cuba  
NUIT DU FILM CUBAIN  
ULB Auditoire P.E.Janson, Bd. P. Heger, 1050 Bruxelles



# «Car tu dois diriger le monde»

Éloge de l'artiste révolutionnaire Bertolt Brecht

Dans les mois qui viennent, Brecht sera monté, joué et chanté un peu partout en Belgique. En quoi Brecht, cet admirable artiste révolutionnaire, peut-il aujourd'hui toucher et intéresser artistes et spectateurs ? Nous avons demandé à Jacques Delcuvellerie de nous livrer ses réflexions. \*

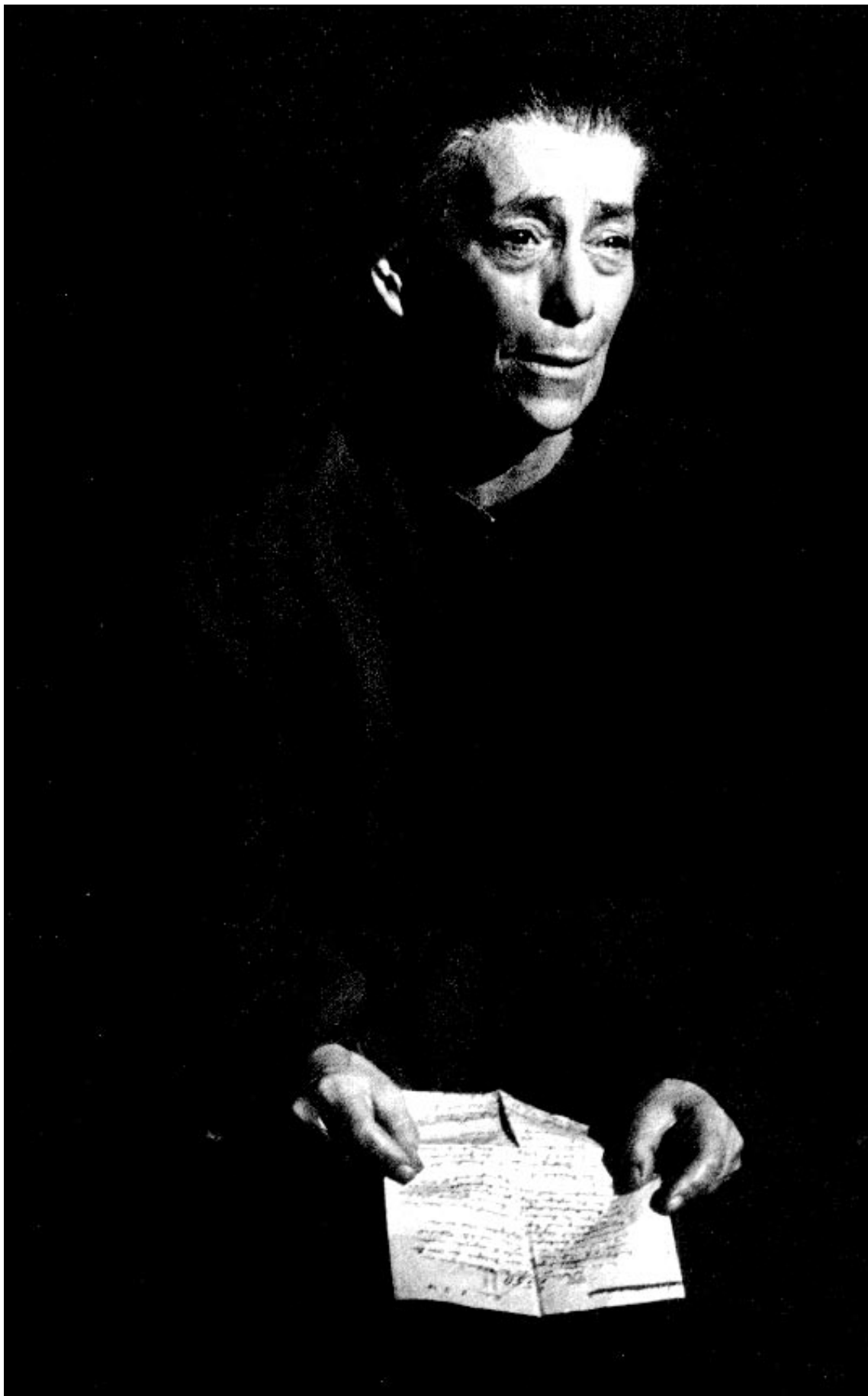
Jacques Delcuvellerie

La première chose qui me vient à l'esprit, et qui m'a été d'un grand secours en fréquentant l'oeuvre de Brecht ces dernières années, est la suivante : Brecht n'a jamais douté du socialisme comme seul avenir possible de l'humanité.

## Brecht n'a jamais douté du socialisme

N'ayant pas la moindre tentation métaphysique ou religieuse, fermement matérialiste et dialectique, il n'avait évidemment pas une foi aveugle dans ce destin. Il n'y a pas de "fatalité" du socialisme, telle que nous serions presque dégagés de toute responsabilité à cet égard puisqu'en quelque sorte "il" arriverait "nécessairement". L'hypothèse du pire ne peut être exclue — guerre atomique, chaos, barbarie — et justifie donc un engagement résolu afin d'en prévenir l'émergence. Par ailleurs, la route vers le socialisme peut être plus ou moins longue, tortueuse, sanglante, et c'est également un devoir de la rendre la plus rapide et la moins douloureuse possible pour les peuples. Brecht n'a donc jamais cru à une sorte de "transcendance" historique dans le sens d'une heureuse prédestination conduisant inéluctablement l'humanité vers le paradis terrestre. Si ce qu'il n'a cessé de croire jusqu'à sa mort, sur le plan politique, peut paraître plus "modeste", ce n'en est pas moins considérable et certainement utile à rappeler dans ce moment où le libéralisme arrogant se donne pour "l'horizon indépassable de la pensée". Je le résumerai en trois points...

1. Le système capitaliste et impérialiste est périmé, c'est en lui — et en lui seul — que prennent leur source les maux de l'humanité actuelle : guerres, fascisme, exploitation de l'homme par l'homme, détournement des sciences et de la culture au profit d'une minorité criminelle.
2. La seule forme d'association des hommes entre eux qui puisse les libérer aujourd'hui est le socialisme. Ce qu'il appelait "le grand Ordre". Il entendait par là que le capitalisme, c'est l'anarchie, le gaspillage, la destruction des ressources humaines et naturelles; alors que le socialisme, en confor-



"La Mère" de Bertolt Brecht, par le Berliner Ensemble au Théâtre Sarah Bernhardt (1960).

mité avec l'intérêt du plus grand nombre, dans un système où "le plus grand nombre" décide *effectivement* de son devenir, peut seul administrer la nature, les choses, les connaissances et les relations humaines de manière scientifique et "ordonnée".

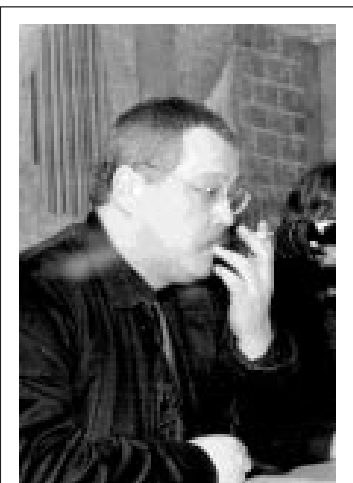
3. La force motrice de cette révolution, ce sont les "damnés de la terre", les exploités, au premier rang desquels les ouvriers. Naturellement ils ne peuvent y arriver seuls, ni tels qu'ils sont. Il leur faut se transformer non seulement par l'expérience de la lutte, mais par l'acquisition de connaissances, notamment celles des lois de l'évolution historique. Il leur faut également rallier une importante fraction de ceux à qui, comme le disait Brecht, le monde tel qu'il est ne plaît pas.

Cela ne veut pas dire que Brecht n'ait pas eu des doutes. Bien qu'il ait constamment défendu le camp socialiste, il lui est arrivé d'exprimer des doutes sérieux ou des réserves sur certaines positions politiques. Mais sur ces trois points Brecht est demeuré invariable.

## Les damnés de la terre montent sur scène

Je voudrais aussi évoquer un aspect de l'oeuvre de Brecht qui me touche particulièrement. Le personnage le plus absent de toutes les pièces de théâtre depuis deux cents ans, c'est l'ouvrier d'industrie. Alors que dans ces deux siècles le phénomène majeur, le plus évident, celui qui crève les yeux, c'est le développement

exponentiel du prolétariat... Mines, métallurgie, textile, chimie, usines d'armement ou d'automobiles, chantiers navals, tout le paysage géographique, économique et politique en a été bouleversé, dans nos pays d'abord, dans le monde entier ensuite. La gigantesque bataille de la production capitaliste a engendré une immense armée de prolétaires, d'où : fondation des syndicats, des partis socialistes puis communistes, entrée des femmes dans la production donc dans la vie publique, mutation de la famille, droit social, suffrage universel, fronts populaires, révolutions, etc. Et pourtant, à l'exception de quelques pièces rarissimes et pour la plupart oubliées, le prolétaire est absent des scènes. La presque totalité du répertoire de ces deux cents



Jacques Delcuvellerie a réalisé la superbe mise en scène de "La Mère" de Bertolt Brecht. Reprise fin novembre et début décembre à Bruxelles et Liège. Il est également actif dans le "Collectif Brecht 96-98", qui, autour de l'oeuvre de celui-ci, regroupe des artistes de toutes disciplines.

dernières années représente des princes et des nobles, des bourgeois, des dignitaires, des petits bourgeois (principalement) et des marginaux. S'il est évidemment légitime de mettre en scène ces personnages, c'est indubitablement une des manifestations les plus criantes de la domination idéologique de la classe au pouvoir que cette absence presque totale de l'ouvrier sur le théâtre. Encore faut-il noter la maladresse naturaliste à l'évoquer de manière crédible ou, à l'inverse, l'héroïsation sacrée dont il est victime dans ses rares apparitions. Ce n'est donc pas un des moindres mérites de Brecht à mes yeux que de nous avoir laissé de remarquables représentations d'ouvriers, sans complaisance idéaliste mais d'une véritable dignité prolétarienne.

Au demeurant, une très grande majorité de ses personnages sont des gens du peuple : ouvriers, paysans, soldats, servantes, coolies, petits commerçants et petits fonctionnaires. Les hauts responsables sont une minorité, comme dans la vie. Il est significatif qu'au contraire de tant d'oeuvres théâtrales, romancées ou filmées sur la Russie jusqu'à la révolution, Brecht dans "La Mère" ne convoque ni le tsar, ni Stolypine, ni Raspoutine, ni Kérenski, ni même Lénine. Le personnage le plus "gradé" de toute la pièce est un commissaire de police. Bien que je ne tienne pas cette caractéristique de son oeuvre pour une qualité obligatoire d'un théâtre révolutionnaire, elle renforce encore notre conviction que Brecht désirait rendre *visible* la nécessité et la *possibilité* du socialisme. Un auteur qui écrit un chant, un plus plus beaux, appelant les plus humbles ménagères et le dernier des chômeurs à se rendre capables de "diriger le monde" ne pouvait que leur réserver sur son théâtre cette place qu'il leur demandait de prendre dans la société.

\* Le texte intégral de Jacques Delcuvellerie sera publié dans *Études Marxistes* en novembre 96.





Bertolt Brecht en 1927.

## Les artistes peuvent-ils changer le monde ?

L'oeuvre de Brecht nous interpelle toujours

Jacques Delcuvelierie

Brecht n'a jamais cédé devant cette sottise qu'on lance régulièrement à la tête des artistes dits "engagés" : «Ce n'est pas avec une chanson ou une pièce de théâtre que vous allez changer le monde.» Certes. Ce n'est d'ailleurs pas avec une grève non plus, ni même une insurrection, ni même les oeuvres de Marx, rien de tout cela séparément. Il est tout à fait stupéfiant d'entendre ce sarcasme sur l'impuissance de l'art dès qu'il s'agit d'une oeuvre "engagée" alors que des millions d'oeuvres contribuent évidemment avec la plus grande efficacité à maintenir la vision du monde bourgeoise dans toutes les catégories de la population. Oui, l'art est précieux et efficace dans la lutte révolutionnaire. Quarante ans après la mort de Brecht, son oeuvre oblige toujours un tas de gens, bon gré mal gré, à repenser des questions que d'autres essaient à tout prix d'évacuer.

Nous savons par la théorie comme par l'expérience historique, qu'il n'y a pas de révolution parce que le monde est mauvais et la souffrance insupportable, ce que les peuples supportent depuis des décennies est inouï. Il n'y a pas de révolution même quand les puissants commencent à perdre sérieusement le contrôle de leur système : il leur reste des folies idéologiques variées et la guerre au bout. Il n'y a pas de révolution si une partie suffisante du peuple ne croit pas qu'un autre monde est possible.

Dans cette tâche, les artistes peuvent jouer un rôle. Qu'ils le veuillent ou non, aussi abstraites soient-elles, leurs oeuvres s'inscrivent toujours dans une représentation du monde. Laquelle ? Dans son plus célèbre poème sans doute («A ceux qui viendront après nous»), Brecht a écrit :

«Que sont donc ces temps, où  
Parler des arbres est presque un crime  
Puisque c'est faire silence sur tant de forfaits.»

Peut-être faut-il partir de là. Quarante mille enfants par jour meurent du sous-développement, un million deux cent mille par mois, quatorze millions par an. La guerre du pétrole contre l'Irak a coûté 676 milliards de dollars, bien plus qu'il n'en faut pour financer pendant dix ans tous les grands objectifs de l'Unicef. Depuis la guerre, l'embargo a tué plus de six cent mille enfants irakiens. Par exemple.

A la différence de Brecht, on dirait que beaucoup d'artistes ne perçoivent qu'à peine qu'ils vivent "en de très sombres temps", ou ne savent que faire de ce sentiment. En tout cas, l'essentiel de leurs transports émotionnels est plutôt réservé aux "arbres". Les artistes engagés de nos jours lisent *Le Monde Diplomatique*, signent des pétitions et, au mieux, manifestent pour des causes "humanitaires" (pas toujours avec discernement). Par ailleurs, ils écrivent sur leurs

amours difficiles, leurs souvenirs d'enfance, la beauté d'un rite de possession en Haïti, ou la nostalgie d'un savoir aventureux et pluridisciplinaire comme à la Renaissance... Quand ils ont besoin d'argent, ils refont la biographie d'un personnage célèbre sous un angle "nouveau".

Pour ceux qui, à l'instar de Brecht, se sentent plus que jamais dans l'urgence d'inscrire leur intelligence, leurs connaissances et leur sensibilité créatrice dans la lutte pour la transformation du monde, d'innombrables problèmes se présentent. Ils sont très peu, ils s'ignorent, ils vivent le plus souvent loin des conflits, les débats de tendances ont disparu, l'évaluation critique de toutes les contributions théoriques et pratiques sur la question depuis cent cinquante ans reste un terrain en jachère, etc. Pour prendre un exemple au plus proche, voilà plus d'un an que je tente de mettre en chantier une création dramatique inspirée du génocide au Rwanda et que toutes les esquisses vont au panier parce que toutes les formes essayées trahissent le sujet. Nous devons être quelques-uns en ce moment à peiner sur le traitement de ces "sombres temps". Et alors ? Il n'y a pas autre chose à faire qu'à commencer, à recommencer, et tout de suite. Dans ce sens, à ce stade, l'oeuvre de Brecht offre certainement le lieu le plus opportun et le plus stimulant d'un rassemblement progressif des artistes à qui le monde tel qu'il est "ne plaît pas".

## Agenda culturel Brecht

**21 septembre.** Rencontre d'ateliers Théâtre "Des jeunes jouent Brecht", Centre Culturel, rue du Château 3, Mont-sur-Marchienne, à partir de 15h. Organisé par le Collectif Brecht 96-98. 02/660 37 33.

**26, 27, 28 septembre.** "L'exception et la règle", mise en scène de Strehler, Théâtre de la Place, place de l'Yser, Liège. 041/44 71 70.

**26 septembre.** "Show me the way to the next Whisky-bar", Chansons de Brecht, CVA (Centrum Voor Amateurkunst), rue Veeweyde, Anderlecht (Bruxelles). 02/520 03 44.

**26, 27, 28 septembre.** "Rien ne va plus" d'après "La vie de Galilée", Monty, Montignystraat 3, Antwerpen. 03/23 86 97.

**12 octobre.** "Combien coûte le fer", par le TAPS, dans le cadre du Festival de Théâtre Action au Foyer Culturel d'Antoing, rue du Burg 7, Antoing.

**12 octobre.** Récital "Milva chante Brecht", Théâtre de la Place, place de l'Yser à Liège. 041/44 71 70

**17 au 26 octobre.** "Les fusils de la mère Carrar", par le Fakkeltheater, Rode Zaal, Hoogstraat 12, Antwerpen. 03/232 14 69

**22 au 23 octobre.** "Rien ne va plus" d'après "La vie de Galilée", Vooruit (Bal zaal), St Pietersnieuwstraat 23, Gent. 09/267 28 28.

**9 novembre.** "Les fusils de la mère Carrar" par le Fakkeltheater, Theater Teater, Begijnensstraat 19, Mechelen.

**14,15,16 novembre.** "La résistible ascension d'Arturo Ui" par le Berliner Ensemble, mise en scène de Heiner Müller (en allemand, sous-titré en fr et nl), deSingle, Desguinlei 25, Antwerpen. 03/248 38 00.

**21 au 30 novembre.** "La mère" mise en scène de Jacques Delcuvelierie, Théâtre de la Place, place de l'Yser, Liège. 041/44 71 70.

**20 au 22 novembre.** "Grand peur et misère du IIIème Reich" par le Théâtre de la Guimbarde, Ferme Martinroux, chaussée de Charleroi, 615, Fleurus. 071/81 63 32.

**28, 29 et 30 novembre.** "Brecht ou transformer l'art pour changer le monde" organisé par le Collectif Brecht 96-98. 02/660 37 33.

**28 novembre** à 20 h. Vernissage d'une exposition de Roger Somville (dessins à l'encre de chine inspirés par des poèmes de Brecht) et de plasticiens (Groene Kelder d'Anvers) autour du thème "Brecht et l'exil". Piano-fabriek, rue du Fort, Saint-Gilles, Bruxelles.

**29 novembre** à 20h30, "La vie de Brecht" spectacle de chants, poèmes, lecture, musique. Mise en scène de Nathanaël Arcq, Centre Culturel Jacques Frank, chaussée de Waterloo, Saint-Gilles, Bruxelles

**30 novembre.** 10h30 à 13h. Rencontre avec la chanteuse Gisela May, Maison de la Bellone, rue de Flandres 46, Bruxelles

15 à 18h. "Transformer l'art pour changer le monde", colloque avec P. Ivernel, J. Delcuvelierie, G. Van Istendael et M. Wekwerth. Modérateur : B. Focroulle (à confirmer), Piano-fabriek, rue du Fort à Saint-Gilles, Bruxelles

20h30. Récital "Gisela May chante Brecht", Centre Culturel Jacques Frank, chaussée de Waterloo à St Gilles, Bruxelles

**3 au 9 décembre.** "La Mère", mise en scène de Jacques Delcuvelierie, TNB Centre Rogier, Schaerbeek, Bruxelles. 02/203 53 03.

**3 au 7 et 17 au 28 décembre.** "Chez Bertolt Brecht un soir à Berlin", Repas spectacle au Théâtre Poème, rue d'Écosse 30, Saint-Gilles, Bruxelles. 02/538 63 58.

Le Théâtre Poème propose également un spectacle "Cabaret Brecht", poésies et chansons pour le secondaire supérieur. 02/538 63 58.

**4, 5 janvier.** "Combien coûte le fer" par le TAPS, Maison de la Culture, av. Golenvaux, Namur.

**24 janvier.** "Grand peur et misère du IIIème Reich" par le Théâtre de la Guimbarde, Centre Culturel, place du Perron 1, Andenne. 085/84 36 40.

**1er février.** "Les fusils de la mère Carrar", par le Fakkeltheater, "T Getouw", Mol, CSC Vormingswerk. 015/20 27 17.

**5 février.** "Grand peur et misère du IIIème Reich", par le Théâtre de la Guimbarde, Maison de la Culture, Parc des Expositions, Arlon. 063/22 04 39.

## Bon

à renvoyer à Solidaire/culture, bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

Nom, Prénom :

Rue :

Code, Commune :

Téléphone :

Profession :

- désire recevoir Solidaire gratuitement et sans engagement pendant 5 semaines (prochain numéro Culture inclus).
- commande le numéro d'Etudes Marxistes (200 F le numéro) avec :  le texte de Brecht "Cinq difficultés pour écrire la vérité" (n°28, février 1996)
- le texte intégral de Jacques Delcuvelierie (numéro spécial Culture à paraître en novembre 96)
- verse la somme correspondante sur le compte 001-2433847-96 de INEM, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.



# Il faut oser dénoncer la gendarmerie

Les meilleures expériences de Rebelle dans la campagne pour les enfants disparus

«Dutroux, il faut lui couper les couilles». Que répondre à un jeune qui adopte ce point de vue ? Cette discussion, et bien d'autres, Rebelle les a eues aux portes des écoles.

Renate

Riet nous raconte son expérience dans la campagne pour les enfants enlevés. «Avez-vous déjà envoyé une carte aux parents des enfants disparus ? — Non, comment peut-on le faire ? — J'ai ici des cartes et des journaux Solidaire. Ce serait bien de mener une campagne à votre école. Les pochettes comprennent sept cartes postales, vous pouvez les signer ensemble et éventuellement y ajouter un petit mot. De plus, vous recevez les journaux expliquant le rôle de la gendarmerie et la Justice.»

Les jeunes achètent le paquet. Une jeune fille me dit : «Dans notre école, nous avons une équipe qui écrit des lettres dans le style Amnesty International. Je vais leur proposer d'écrire des lettres aux parents.»

Une fille de 3ème année se propose : «Je veux prendre la responsabilité d'en discuter dans ma classe et de faire signer les cartes. Je suis déléguée de classe. Je peux aller chez la directrice. Je trouve que nous devons tous écrire des cartes et des lettres aux parents. Vous pouvez me retéléphoner. En plus, c'est un bon début pour l'année. Notre directrice devient de plus en plus sévère. Nous devons faire quelque chose...»

Samedi matin, Évelyne passe chez moi. Elle a 14 ans et fait ses humanités dans une école catholique à Bruxelles. Elle voit les quatre pages consacrées aux enfants enlevés. Je lui explique qu'elle peut en emmener et surtout qu'elle peut demander aux élèves de sa classe d'envoyer des cartes aux parents. Je lui donne des cartes, surtout celle adressée aux parents de Loubna, afin de soutenir cette famille qui vit toujours dans l'anxiété. Bonne chance, Évelyne. Jeudi 5 septembre. À huit heures moins dix, nous voilà à deux devant la porte d'une grande école technique de Gand, fréquentée uniquement par des garçons, des immigrés à 80%. Nous sommes

curieux : que pensent-ils des enlèvements ?

Frank distribue les tracts pendant que je vends des cartes avec Solidaire. Tout de suite, un petit attroupement se forme autour de moi. On m'écoute attentivement : «La gendarmerie vous contrôle comme des malfaiteurs. Mais quand il arrive quelque chose à l'un d'entre nous, elle ne fait rien. Vous connaissez Loubna ? Quand elle a disparu, la gendarmerie a perquisitionné chez... ses parents. Elle pensait que ses parents l'avaient donnée en mariage. Vous voyez où mène le racisme de la gendarmerie.» En 20 minutes, j'ai vendu dix paquets de cartes postales et six autres paquets avec le journal. Kerim m'a donné 10 F. «Envoie une carte en mon nom aux parents de Loubna. J'ai une sœur du même âge. Maintenant, mes parents me la font conduire chaque jour à l'école. La police devrait la protéger, mais j'ai encore plus peur de la police que d'un Dutroux.»

Nous avons en ligne Tom, de Rebelle-Anvers. En une semaine, il a vendu 15 journaux à trois écoles techniques. «La première réaction des jeunes, dit Tom, est parfois : "Encore Dutroux ! On ne parle plus que de lui". Je réponds tout de suite : "je ne vous parle pas de Dutroux, je veux vous parler de tout le système derrière Dutroux". Je leur parle alors de la gendarmerie qui a frappé sur des écoliers liégeois au lieu de rechercher les enfants disparus. Je leur parle de la vitesse à laquelle la police et la gendarmerie ont recherché Anthony, pour la seule raison que ses parents sont riches. Et tout de suite, tout le monde est intéressé. Je demande aussi parfois : "comment résoudriez-vous la prostitution infantile ?" Il y a des réactions dans le genre : "Dutroux, il faut lui couper les couilles, le liquider, et c'est réglé". J'essaie alors d'expliquer que cela ne résout rien. Dutroux serait peut-être mort, mais il emporterait avec



La gendarmerie n'a pas manqué de vigueur pour réprimer les étudiants, c'est clair (à gauche) ! Son rôle dans les affaires d'enlèvement d'enfants est nettement plus obscur (à droite)...

lui tous les noms des gros bonnets, des véritables criminels. Les bêtes blagues ne manquent pas non plus.

Mais selon moi, c'est une manière pour de nombreux jeunes de circonscrire leur peur et leur confusion. C'est aussi dû à l'incompréhension. Toutes les blagues concernent Dutroux. Mais quand les jeunes comprennent que Dutroux n'est pas véritablement le centre de l'affaire, une fois qu'ils comprennent dans quelle société nous vivons, ces blagues n'ont plus aucun sens. Peut-être feront-ils des blagues sur la gendarmerie et la Justice de classe. Dans notre propagande, nous devons le plus possible détourner l'attention braquée sur Dutroux et démasquer plutôt la gendarmerie et la justice. C'est ce que j'ai appris cette semaine.»

## Des poèmes et dessins rebelles

Timothée nous envoie ce dessin inspiré des événements de ces dernières semaines et, dans le cadre de notre concours poétique, nous recevons ce texte d'Els Carlier, 18 ans, de Louvain. Toi aussi, fais-nous parvenir tes créations artistiques.

Quand de mes yeux jaillit une larme  
En voyant la réalité crue,  
La tristesse dans vos regards vides  
Les reproches qui nous sont adressés,

Je sais que peut-être ce n'est pas inutile.

Quand le temps s'arrête,  
À l'heure même  
Où ta vie d'enfant s'achevait,  
Tes rêves d'enfant encore inaccomplis,  
Mon cœur se brise

Si un homme a pu prendre ta vie  
En une seule seconde,  
Tout mon être crie,  
Appelle un monde différent  
Lance le cri du peuple :  
JUSTICE

## Commande le matériel de Rebelle pour la rentrée

- Je veux du papier antiraciste pour recouvrir les cahiers.
- Je veux une farde rouge Che Guevara (220 F)

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal :

Commune :

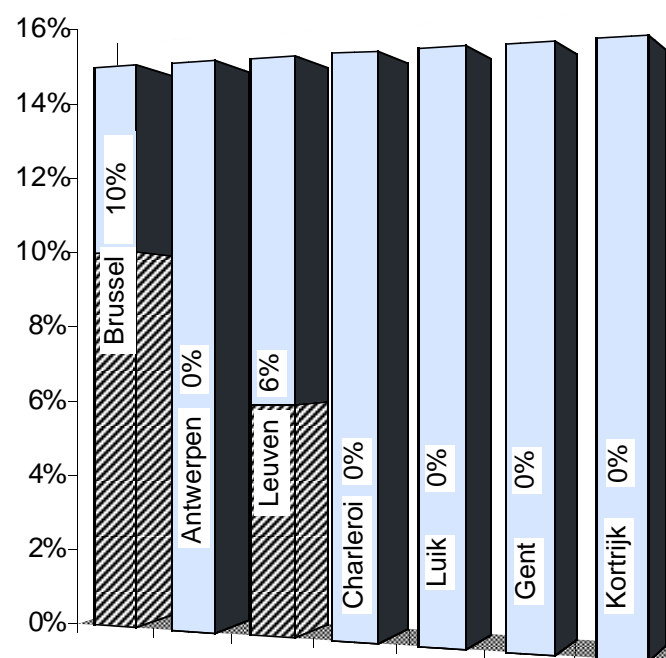
Age :

Ecole :

A renvoyer à Rebelle, Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.10.95.

## Des membres à la pelle

C'est la rentrée et bientôt les feuilles mortes se ramasseront à la pelle. Que tous les membres répondent dès à présent à l'appel. En effet, depuis le 1er septembre, les cartes de membres sont arrivées à échéance ! Rebelle relance donc une campagne, avec l'objectif de rassembler des milliers de jeunes dans l'ensemble du pays !!! Désormais, nous publierons chaque semaine les thermomètres régionaux pour nous motiver. Que le mercure explose !





Envoyez vos lettres à Solidaire  
Bd. M.Lemonnier 171  
1000 Bruxelles.  
La rédaction se réserve le droit  
d'abréger les lettres.

## Derrière le Barbebleu belge

Connaissez-vous l'histoire de Barbebleu ?

Écoutez, je vous la rappelle un peu.  
La légende dit que cet homme de la noblesse  
Épousa beaucoup de femmes bel-les comme des princesses.  
Son plaisir était de les tuer  
Après les avoir consommées.  
Au hasard de mes lectures  
Barbebleu s'insinue dans ma littérature.  
Je lus l'histoire de Jeanne d'Arc la pucelle,  
J'appris que le noble Gil de Ré combattit les Anglais auprès d'elle.  
Il fut brûlé sur le bûcher  
Mais pas pour les mêmes raisons qu'elle.  
Pour avoir abusé et tué des jouvenceaux  
Dont on retrouva les cadavres dans son château.  
La mémoire collective en a gardé le nom :  
Barbebleu, l'appelaient-on.  
Les siècles et les historiens puritains ont fait le reste.  
Ils ont fui la vérité comme la peste.  
Le fait est que Gilles de Ré, Barbebleu,  
Était un ami de la pucelle, Sacrebleu !  
Il n'en était pas moins pédophile  
N'en déplaise aux écrivains de style.  
Hélas toutes ces fables d'enfants cachent des vérités.  
Elles sont moins sordides que la réalité.  
Et pour autant que les monstres ne récidivent,  
Elles rassurent la mémoire collective.  
Les monstres ont toujours récidivé,  
Le capitalisme prend ses origines dans la féodalité.  
Mais ne vous y trompez pas :  
Si l'on a pas trouvé vivantes Julie

et Mélissa,  
Ce n'est ni faute de preuves ni de moyens.  
Mais bien parce qu'entre  
Dutroux, cet assassin,  
Les tribunaux, la police, les hommes d'affaire, il y a un lien.  
L'autorité, le pouvoir et l'argent,  
Le fantôme de chacun de ces hommes en dépend.  
C'est la raison pour laquelle Wathélet a fermé les yeux.  
En libérant Dutroux, il agissait pour le mieux.  
Mêlés à cela, y seraient des hommes d'affaires  
Et peut-être aussi quelques dignitaires  
Dont il vaut mieux ne pas nous mettre au courant :  
L'affaire irait en se tassant.  
Mal lui en a pris, les parents des enfants ont retourné ciel et terre.  
Grâce à eux, les enfants, c'est comme le roi qu'on les enterre.  
Ils ont réveillé la conscience collective.  
Panicquée, la justice s'active.  
La morale de cette histoire,  
C'est à la télé qu'on va la voir.  
Point n'est besoin d'être prophète.  
Mais je suis sûre de ce que je répète :  
La police ne trouvera plus rien  
Tant que le peuple ne remue rien !

**Carmen Perez  
Bruxelles**

## Il faut pouvoir dire NON

Quand quelqu'un me demande de venir pour une poupée ou un bonbon, je dis **NON**. Même si c'est quelqu'un que je connais. Certaines grandes personnes ne respectent pas les enfants. Le livre

"Mimi fleurs de Cactus" est bien, parce qu'il explique aux enfants comment se défendre. Mimi a un petit hérisson qui la conseille. Quand une grande personne me fait une proposition, je me pose trois questions : 1. Ai-je envie d'accepter ? 2. Ma famille, mes profs sauront-ils où je me trouve si j'accepte ? 3. Si j'en ai besoin, quelqu'un pourra-t-il m'aider ? Si l'une des réponses est **NON**, je dois refuser.  
Le livre est écrit par Marie-France Botte et Pascal Lemaître. En vente dans les pharmacies pour 200 frs.

**Shirine, 9 ans  
Bruxelles**

## Fouillez chez les grosses têtes

Les disparitions d'enfants créent beaucoup de remous dans le peuple. Nous voyons que les riches ne sont pas attaqués. Alors que Dutroux s'est enrichi au détriment des enfants du peuple, il appartiendra encore à ce peuple de rembourser les dégâts moraux et financiers. Dutroux et ses comparses ont bénéficié de "haute protection"; il faudrait confisquer les bénéfices que ceux-ci ont faits, afin de faire justice. Tout en creusant des trous, fouillons aussi mieux dans les dossiers.  
J'ajouterai enfin que les récentes disparitions de Rachel et Séverine à Liège et de Johnny à Deurne sont une mise en scène en vue de ralentir l'enquête en cours ou de semer le doute dans l'esprit du peuple ou n'importe quelle autre raison.  
Outre des gendarmes et policiers qui trempent dans ces magouilles,

certaines grosses têtes judiciaires et politiques sont fortement impliquées. A quand leur chute ?

**M. P.  
postière, Bruxelles**

## Récupération

Je réagis par rapport à ce que j'ai pu lire le 25 août sur mon télétexte. Il a été clairement écrit que le PTB faisait de la récupération politique du drame de Mélissa et de Julie.  
Qu'est-ce que c'est la récupération politique ? C'est quand par exemple le roi veut envoyer un représentant aux obsèques, alors qu'au moment où les parents effectuaient leur recherches, il n'a rien fait.  
Le PTB est le parti par excellence des ouvriers. Et c'est à ce titre qu'il se permet d'apporter son modeste soutien aux parents. Imprimer des cartes pour la vente afin de venir en aide aux personnes fait partie d'une vieille pratique du PTB. La récupération politique, allez la chercher ailleurs. La Justice qui n'a pas du tout fait son travail, n'est-elle pas au service de la classe bourgeoise ? Ne laissez pas de côté le vrai problème, la vraie question est le mauvais fonctionnement de la Justice. La récupération politique c'est quand Lebrun (ex-ministre PSC de l'enseignement) prend la parole devant les caméras. PTB, courage ! N'abandonnez pas la lutte !

**Hervé Kuleho  
Bruxelles**

## Le "courage" d'un Ecolo

La pénible affaire de Julie et Mélissa est propice à toutes sortes de récupérations politiciennes. Un exemple non souligné par les médias : un parlementaire a interrogé le ministre de la Justice afin de savoir si «pour sa libération conditionnelle, le coupable n'aurait pas bénéficié de protections ?» L'opinion publique avait, bien entendu, déjà tiré la conclusion

sans se poser d'autres questions. Palsambleu ! Voilà une question tranchante qui nous sort de l'ordinaire ! Quel courage cet Ecolo, puisque c'est de l'un d'eux qu'il s'agit. Le ministre a répondu : «aucune trace d'intervention en faveur de Dutroux» (*Le Soir*, 23 juillet 96).  
La réponse était connue d'avance. Pourquoi ? Quand un ministre quitte son portefeuille, il ne s'en va pas, cheveux au vent, sifflant les mains dans les poches. Il part avec ses dossiers qui ne sont pas à confondre avec ceux de l'administration. Voyez d'ailleurs le branlebas occasionné par les changements ministériels (changements de meubles, de décor, de voiture de fonction et bien sûr, de conseillers ministériels). Que deviennent donc ces dossiers politiques ? Mystère. On peut supposer que l'essentiel est simplement détruit car devenu sans intérêt, sauf cas exceptionnel.  
Mais notre habile Ecolo, trompant les naïfs, sait qu'il peut ainsi faire son beurre. Bravo ! Ca avait marché comme ça avec les enseignants grévistes, il y a quelques années : crédules, beaucoup s'étaient laissé tenter par les discours de ce même parti.

**Edith Piret  
Bomal**

## Loubna ignorée

Hier soir j'avais ma soeur en visite, nous avons parlé de l'affaire des fillettes enlevées et aussi du cas de Loubna, la jeune marocaine d'Ixelles, dont vous avez parlé dans *Solidaire* n°33. Ma soeur qui habite Auderghem se rappelle qu'en 1992, après la disparition de Loubna, quand elle faisait ses courses dans un magasin avenue Pré des Agneaux, quelqu'un est venu distribuer des photos à afficher de Loubna. Le commerçant a pris l'affichette, mais il ne l'a jamais placée. Jamais la photo de Loubna n'a été affichée dans aucun magasin du quartier. C'est du racisme. S'il s'agissait d'un enfant belge, ils l'auraient affichée !

**M. G.  
Bruxelles**

## PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

**Contre qui le PTB se bat-il ?** Le PTB combat le grand capital: banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

**Que veut le PTB ?** Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

**Le tiers monde.** Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

**L'impérialisme c'est la guerre.** La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich: elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

**L'expérience historique du socialisme.** Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international: la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine; la construction du socialisme sous la direction de

Staline; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

**Le mouvement communiste.** Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

**Fonds de soutien.**  
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

## Adresses de contact

**Secrétariat national.** Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (04)228 09 49 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

## solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles  
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : [solidaire@gn.apc.org](mailto:solidaire@gn.apc.org)

**Rédacteur en chef:** Kris Merckx

**Editeur responsable:** Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
<b>Belgique:</b>	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
<b>Europe:</b>	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
<b>Autres:</b>	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

\* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

## Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et envoyez-le à  
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Commune: \_\_\_\_\_

Age: \_\_\_\_\_ Entreprise/Ecole: \_\_\_\_\_

Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.  
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.



# Intervention coloniale contre l'Irak

Les Etats-Unis n'arrivent pas à bout de la résistance irakienne

**Les 3 et 4 septembre, les Etats-Unis ont lancé 44 missiles Tomahawk contre l'Irak en représailles après l'intervention de l'armée irakienne dans le Kurdistan irakien. L'agression américaine n'a pas un semblant de couverture légale et suscite beaucoup de colère.**

Luc Vancauwenberge

Les récentes attaques américaines viennent de torpiller les dernières apparences : l'agression contre l'Irak, qui a débuté en août 1990 par un embargo, n'a rien à voir avec le droit international mais tout avec l'arbitraire colonial ! « Il s'agit de faire payer à Saddam Hussein le prix de ses dernières brutalités » a déclaré Clinton.(1) En réalité, l'armée irakienne était intervenue à l'appel d'une des deux principales fractions kurdes irakiennes, en guerre contre l'autre fraction. Eric David, professeur en droit international à l'ULB, a déclaré : « Je cherche la justification légale, je n'en vois aucune. (...) Il y avait les Evangiles selon saint Matthieu, saint Jean, etc. Nous avons maintenant le droit international selon George Bush ou Bill Clinton. »(2)

Dans les années 20, le premier ministre britannique Churchill faisait déjà bombarder l'Irak à l'arme chimique pour "donner une bonne leçon à ces sauvages". Où est la différence ?

## Notre ministre des Affaires étrangères soutient le terrorisme américain

Presque toutes les puissances impérialistes ont soutenu - parfois avec quelques nuances - l'agression américaine. Sauf la France. Laquelle ne veut pas mettre en péril les contrats de reconstruction qu'elle a déjà négociés avec Bagdad pour l'après embargo. Avant de faire une déclaration, le

ministre belge des Affaires étrangères Derijcke, s'est rendu... à l'ambassade américaine ! Ce socialiste estime l'intervention « inévitable » !

## L'Occident est plein de Dutroux

Ce qui est inévitable, monsieur le ministre, c'est la levée de l'embargo. Au moins un million d'Irakiens ont déjà payé de leur vie l'agression occidentale lancée en août 1990, dont six cent mille enfants de moins de cinq ans (estimation de la Croix-Rouge). La Belgique a participé activement à ce massacre, notamment en envoyant l'année passée, une frégate dans le Golfe pour surveiller que rien ne rentre ou ne sorte de l'Irak. Nos ministres continuent à cautionner qu'on prive des millions de An et Eefje, de Julie et Mélissa de lait, de médicaments, de nourriture !

En fait, par leur intervention, les Etats-Unis visent à retarder la mise en application de l'accord "du pétrole contre la nourriture", autorisant l'Irak à vendre une quantité limitée de pétrole pour se procurer des vivres. Cet accord montre au monde entier qu'on affame tout un peuple depuis six ans ! Alain Lejeune, vice-président de la Croix-Rouge francophone, a déclaré : « En 1995, on a commémoré la fin de la Seconde Guerre mondiale. Après la guerre, beaucoup ont prétendu : "Je ne savais pas". Si, comme je l'espère, on organise un jour un tribunal pour examiner comment on a pu affamer tout un peuple, je ne veux pas qu'un seul puisse dire : "Je ne savais pas". C'est pourquoi, j'ai



En relançant l'affrontement, Clinton veut prolonger les souffrances des enfants irakiens que l'embargo empêche de soigner. Son but est de faire plier l'Irak pour contrôler tout le pétrole.

envoyé des rapports de notre mission en Irak à tous les journaux. »(3)

## Les élections américaines sont un jeu cynique

« Clinton veut se faire élire sur nos cadavres », déclare un fonctionnaire irakien.(1) En effet, un des mobiles de Clinton était de se montrer "capable et ferme" dans la défense des intérêts américains. Ces élections, auxquelles la moitié des Américains ne participent plus depuis longtemps, ressemblent plus à un jeu macabre entre brigands (fortunés) qu'à de la démocratie. Elles justifient une politique fasciste et criminelle. Ces attaques sont un acte de

vengeance de la première puissance du monde contre un petit pays qu'elle n'arrive pas à soumettre et qui l'empêche d'assoir son contrôle sur les principaux puits pétroliers de la région et du monde. Saddam Hussein a montré qu'il reste attaché à l'intégrité territoriale de son pays et qu'il n'accepte pas l'autonomie de fait des provinces du nord, imposée par les grandes puissances. Il a déclaré ne plus accepter les zones d'exclusion aérienne. Celle du sud a été élargie unilatéralement par Clinton du 32ème au 33ème parallèle (Tiens, pourquoi au sud et pas au nord ? Y aurait-il plus de pétrole au sud ?). Une expression arabe dit : les larmes lavent les yeux, et les font mieux voir par après. Les énormes souffrances endurées par le peuple irakien, lui ont procuré une énorme haine, justifiée, contre

l'impérialisme américain en premier lieu. Il est peu probable que les Etats-Unis puissent encore contrôler ce pays avant la fin de leur "guerre de 100 ans". La résistance irakienne donne du courage aux autres peuples. Il est remarquable, qu'aucun de ses alliés arabes (sauf le Koweït) n'ait osé soutenir les attaques des Américains. Ils sentent la colère de la rue arabe. Le rédacteur en chef du quotidien gouvernemental égyptien "Al-Akhbar" écrivait : « Je m'interroge sur les raisons qui font que le gouvernement américain n'intervient pas pour mettre fin à l'ingérence iranienne et turque dans le nord de l'Irak, et persiste à ne pas s'opposer à l'agression militaire israélienne contre le Liban. »(2)

(1) Le Soir 4.09. (2) Le Soir 5.09.

## Qui sont ces Barzani et Talabani ?

Derrière les insurrections, la main de la CIA et de sombres trafics

La guerre contre l'Irak se termine le 28 février 91. "The voice of Free Iraq", radio installée par la CIA en Arabie saoudite, appelle alors les Kurdes irakiens à l'insurrection. (1) Barzani (Parti démocratique du

Kurdistan) et Talabani (Union patriotique du Kurdistan) répondent à cet appel et, lorsque l'échec devint inévitable, appellent la population kurde à fuir. Les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la

France décident alors d'instaurer unilatéralement (hors du cadre de l'ONU) une zone de protection, que les avions irakiens ne peuvent survoler.

Talabani (membre de l'Internationale Socialiste) (2) et Barzani sont des agents de longue date de la CIA, d'Israël, du Chah d'Iran et de la Turquie. Ils ont coopéré avec la Turquie dans sa guerre contre le PKK. Mais ils n'arrivent pas à obtenir que l'ONU lève l'embargo contre les provinces irakiennes sous leur contrôle. Dès 1994, le PDK et l'UPK s'affrontent militairement. La bande de Barzani contrôle la région frontalière avec la Turquie,

et fait main basse sur les droits douaniers.(2) Les combats feront au moins deux mille morts. En août 95, les Etats-Unis imposent "la paix", qui tiendra jusqu'en août 96. Talabani se tourne vers l'Iran, Barzani vers l'Irak. Ce dernier s'est dit frustré par les promesses non tenues par les Etats-Unis. « Les Américains se sont joués de nous pendant des années. »(3) Les mésaventures kurdes présagent de ce qui arriverait si l'impérialisme arrivait à se défaire de Saddam. Il existe 82 groupes d'opposition irakiens, dont une grande partie est regroupé dans le CNI (Conseil National irakien). Le président du CNI est le banquier Ahmad

Chalabi. Juste avant la guerre du Golfe, il était accusé par le gouvernement jordanien d'escroquerie et de détournement de fonds. (4) En août 95 on a découvert que Chalabi figurait sur les listes de paie de la CIA. (5) A Erbil, de nombreux documents viennent d'être saisis, prouvant l'implication de la CIA derrière les sécessionnistes. Si leurs agents arrivaient au pouvoir en Irak, les alliés occidentaux provoqueraient l'explosion de ce pays. L'Irak serait une nouvelle Yougoslavie.

(1) International Herald Tribune 4.04.91. (2) Arabies, janvier 96. (3) Le Soir, 4.09.96. (4) Nouvel Afrique Asie, mars 94. (5) Le Soir, 12.08.95

## Soutenez les enfants irakiens

SOS Enfants d'Irak, un projet de la Ligue Anti Impérialiste, récolte des médicaments et du matériel scolaire pour les enfants irakiens. Vous pouvez verser votre con-

tribution au compte 001-0451780-30 avec la mention "SOS Enfants d'Irak". Les dons à partir de mille francs sont fiscalement déductibles. **Renseignements : 02/513 53 86.**